



## **12<sup>ème</sup> procès-verbal du Conseil de ville / 12. Stadtratsprotokoll**

**Séance du mercredi 21 octobre 2009 à 18 heures**  
**Sitzung vom Mittwoch, 21. Oktober 2009, 18.00 Uhr**

**Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2**  
**Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2**

---

### **Présents / Anwesend:**

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Barbara Chevallier, Marc Despont, Pablo Donzé, René Eschmann, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Werner Hadorn, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Sabine Kronenberg, Thomas Lachat, Teres Liechti Gertsch, Christian Löffel, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Maurice Paronitti, Alain Pichard, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Thomas Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Anna Tanner, Ariane Tonon, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

### **Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:**

Patrick Calegari, Urs Grob, Markus Habegger, Fiorella Linder, Andreas Sutter

### **Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:**

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert

### **Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:**

Silvia Steidle

### **Présidence / Vorsitz:**

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

### **Secrétariat / Sekretariat:**

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

<b>Affaires traitées / Behandelte Geschäfte</b>	<b>Page / Seite</b>
200. Discours d'adieux à Monsieur Pio Pagani.....	537
201. Approbation de l'ordre du jour.....	538
202. Communications du Bureau du Conseil de ville.....	539
• Proposition des présidents des groupes parlementaires: Heure des questions.....	539
• Prolongation de délai.....	539
• Décomptes de la compétence de la CDG .....	540
203. Approbations des procès-verbaux (23 avril et 14 mai 2009 / n <sup>os</sup> 4 et 5).....	540
204. 20050636 Département des affaires sociales / Service spécialisé de l'insertion professionnelle SIP / Rapport d'évaluation .....	540
205. 20090297 Créations et suppressions de postes au 1 <sup>er</sup> janvier 2010.....	545
206. Motivation de l'urgence de la motion 20090340, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, "Planification financière approfondie des années 2011/2012 .....	559
207. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090341, Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne, "Stades de Bienne".....	560
208. Motivation de l'urgence de la motion 20090339, Béatrice Sermet-Nicolet / Salome Strobel, Groupe socialiste, "Sécurité des cyclistes et des piétons le long de l'axe nord (Faubourg du Lac) .....	560
209. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090342, Thomas Lachat, Groupe socialiste, "Concept des antennes de radio mobiles pour Bienne" .....	561
205. 20090297 Créations et suppressions de postes au 1 <sup>er</sup> janvier 2010 (suite) .....	561
210. 20090017 Réduction du prix d'abonnement de la communauté tarifaire / Abolition .....	562
211. 20090077 Adaptation de l'art. 15 du Règlement de l'entreprise municipale non autonome Energie Service Biel/Bienne (Règlement ESB; RDCo 741.1) / Création d'une base réglementaire pour la taxation des installations d'extinction .....	573
212. Nouvelles interventions .....	582

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Je vous souhaite une cordiale bienvenue pour cette 12<sup>ème</sup> séance de notre Conseil de ville. Évidemment, l'ordre du jour est chargé. Je demanderai aux parlementaires de savoir eux-mêmes, jusqu'à quelle heure ils désirent travailler. Libre à eux de savoir s'ils veulent utiliser tout leur temps de parole ou pas.

En ouverture, j'aimerais saluer Madame Kerstin Lehniger, nouvelle Conseillère de ville, en remplacement de Monsieur Tom Rüfenacht, démissionnaire à fin septembre. Je souhaite, au nom du Conseil de ville, une cordiale bienvenue à Madame Lehniger et plein succès dans son activité politique dans notre Conseil de ville.

## 200. Discours d'adieux à Monsieur Pio Pagani

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Avant de passer à l'ordre du jour, je vais demander à Monsieur Pio Pagani de bien vouloir s'avancer. Nous savons, qu'à la fin du mois, cher Chancelier a.i., tu vas partir à la retraite. Je sais qu'il y a eu différentes tentatives de départ, mais cette fois-ci, je pense que ce sera la bonne.

Il y a vingt ans, je me suis retrouvé dans les locaux de l'école des Prés- Ritter, dans un bureau de vote, où ton prédécesseur, Vital von Escher, m'a dit: *"Voilà le nouveau Chef de la chancellerie. Il œuvrera en qualité de chef des votations et élections"*. Je ne me suis pas amusé à compter le nombre de bulletins de vote qui ont passé dans tes mains durant ces vingt ans, mais il y en avait certainement beaucoup. Ensuite, tu t'es retrouvé vice-chancelier, tout en ayant ces mêmes tâches et plus tard, tu as aussi remplacé les chanceliers, tout en restant vice-chancelier. Ceci démontre un grand engagement, qui n'est pas forcément facile, vu la demande qu'il y avait de t'adapter lors de ces différentes fonctions et différents engagements et surtout, lorsqu'il manquait un chancelier. Tu as eu des contacts avec le Préfet, des problèmes de distribution de courrier ou de matériel de vote ainsi que des problèmes d'informatique. Lors des votations, tout à coup une personne qui devait travailler était absente et tu devais in-extremis lui trouver un remplaçant. Il y a eu tant et tant de choses à traiter et voilà qu'aujourd'hui, ici au Conseil de ville, nous arrivons à dire, cette fois-ci, Pia Pagani va tourner la page.

Au Conseil de ville, tu as fonctionné à la place de notre Secrétaire parlementaire. Il y a quelques mois, tu t'es énormément engagé afin de savoir comment nous allions procéder, pour l'élection de la nouvelle Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade". Ceci a engendré quelques débats intéressants dans notre Conseil de ville. Cet engagement, tu l'as toujours fait avec le sourire, avec disponibilité et avec cet élan, qui avait l'air tout simple pour toi. Évidemment, nous n'avons pas vu certaines grimaces, lorsqu'il arrivait de t'énerver. Cependant, je crois qu'en vingt ans, on a le droit de s'énerver de temps en temps.

Pio, au nom du Conseil de ville, j'aimerais prendre officiellement congé de toi. Je sais que tu auras beaucoup de choses à faire durant les vingt prochaines années. Tu t'es

déjà engagé dans différentes sociétés. J'aimerais te remercier pour cet engagement et te dire, Pio, bon vent pour l'avenir.

**Pagani Pio, chancelier ad intérim:** Cher Président, chers Conseillères de ville, chers Conseillers de ville, chers membres du Conseil municipal. C'est un peu une surprise, je ne m'attendais pas à être là ce soir, à entendre ces louanges. Ce n'est pas facile de partir et je suis très ému. J'ai fait ce travail durant toutes ces années et je pense que je l'ai fait d'une manière qui convenait à la plupart des gens. Le jour où l'on m'a fait confiance, certaines personnes parmi vous étaient présentes, c'était lors de mon élection comme vice-chancelier. Je n'ai jamais oublié cette confiance et j'ai toujours assuré mon travail, sachant pertinemment que dans cette fonction, on est au service de la population, au service de nos politiciens et de nos autorités. C'est avec amour et dévouement que j'ai fait ce travail et cela ne rend pas la tâche facile le jour du départ.

Je pars maintenant confiant. Nous avons une extraordinaire équipe. J'ai eu l'occasion de travailler durant quelques mois avec cette nouvelle équipe. Je n'ai pas collaboré très longtemps avec la nouvelle chancelière, mais je l'a connais déjà. Vous avez la chance d'avoir une équipe performante qui prend la relève. Je voudrais, toutes et tous vous remercier pour cette confiance accordée durant toutes ces années. Croyez bien que je suivrai avec intérêt, dans les années à venir, la politique à Bienne. Je la suivrai même de très près! Je me permettrai de venir ici, de temps en temps, pour assister à vos débats.

Jedenfalls möchte ich allen herzlich danken für alles und für das Vertrauen, welches mir während all dieser Jahre entgegengebracht wurde. Vielen Dank!

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Vous trouvez sur vos tables:

- Proposition des présidents de groupes concernant "L'Heure des questions"
- Propositions de modification du budget (MAI, feuille verte, SEC, feuille orange, FPC, feuilles jaunes et DTP, feuille bleue)
- Annexe à l'adaptation de l'art. 15 du Règlement ESB (point 7 de l'OJ)
- Journal du personnel de la Ville de Bienne de septembre 2009
- Invitation "Les vignes du PASQUART Reben", le samedi 24.10.2009

J'arrive au début de notre ordre du jour. Je vous informe que nous ferons une pause aux alentours de 19h45 d'une durée de 75 minutes.

## **201. Approbation de l'ordre du jour**

**L'ordre du jour est approuvé tacitement.**

## 202. Communications du Bureau du Conseil de ville

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous commençons par la proposition faite le 29 septembre 2009, lors de la séance des Présidents de groupes.

### **Proposition des présidents des groupes parlementaires: Heure des questions**

**Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste:** Lors de leur dernière séance, les Présidentes et Présidents de groupes ont débattu de la nécessité de pouvoir être informés plus rapidement de la position du Conseil municipal, notamment sur des sujets d'actualité. Il arrive fréquemment que les Conseillères et Conseillers de ville apprennent par la Presse la position du Conseil municipal sur des dossiers, dont la compétence décisionnelle est réservée au législatif. De plus, le nombre d'interpellations semble en augmentation ces derniers mois, pour des questions qui ne demandent pas de développement et/ou de débats. Le Règlement du Conseil de ville offre la possibilité de réserver une heure à l'ordre du jour, afin que les parlementaires puissent adresser des petites questions au Conseil municipal. Depuis longtemps, cet outil n'a plus été sollicité par le Conseil de ville. Les Présidentes et Présidents de groupes vous proposent de réintroduire "L'Heure de questions", dès janvier 2010 et le cas échéant, jusqu'à trois fois par année, conformément au Règlement du Conseil de ville. Vous trouverez sur les tables le projet d'arrêté. **Nous vous proposons de voter sur la réintroduction de cette heure des questions, dès le mois de janvier 2010.** Le Bureau du Conseil de ville est compétent pour régler les modalités de la réintroduction de cette heure des questions. Je vous remercie de votre attention.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** J'aimerais simplement préciser une chose concernant la proposition des Présidentes et Présidents de groupes concernant le point 2. Les détails que vous voyez doivent encore être discutés par le Bureau du Conseil de ville, car il s'agit de savoir comment nous allons organiser au mieux cette heure des questions, afin que nous puissions la mettre à l'ordre du jour le 21 janvier 2010.

### **Vote**

sur la proposition des Présidentes et Présidents de groupes de réintroduire "L'Heure des questions", dès le mois de janvier 2010

**La proposition est acceptée.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** "L'Heure des questions" sera mise à l'ordre du jour de la séance du 21 janvier 2010. Les détails vous seront communiqués assez tôt.

### **Prolongation de délai**

**Klemmer Regula, secrétaire parlementaire:** Le Bureau du Conseil de ville a décidé lors de sa séance du 29 septembre 2009 de prolonger le délai de réponse de

- **l'interpellation urgente 20090246**, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, jusqu'au 21 janvier 2010.

### **Décomptes de la compétence de la CDG**

**Klemmer Regula, Ratssekretärin:** Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 15. Oktober 2009 die Abrechnungen der folgenden Verpflichtungskredite in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:

Seitens der Baudirektion

- **20020149** Verkehrsoptimierung Neuenburgstrasse und
- **20050520** Zentralplatz / Beleuchtung / Brunnen

sowie seitens der Finanzdirektion

- **20040393** Neumarktstrasse / Neubau Altersheim / Ausscheidung Strassenparzelle / Erwerb und Abtretung von Teilgrundstücken.

### **203. Approbations des procès-verbaux (23 avril et 14 mai 2009 / n<sup>os</sup> 4 et 5)**

**Les procès-verbaux n<sup>os</sup> 4 et 5 du 23 avril 2009 et du 14 mai 2009 sont approuvés tacitement.**

### **204. 20050636 Département des affaires sociales / Service spécialisé de l'insertion professionnelle SIP / Rapport d'évaluation**

**Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion:** C'est un plaisir pour moi d'ouvrir les feux de cette soirée avec ce rapport sur le nouveau Service spécialisé de l'insertion professionnelle (SIP), à ne pas confondre avec l'autre projet SIP de la Direction de la sécurité! Ce rapport vous est soumis pour prise de connaissance. De l'avis général de la Commission de gestion, c'est un très bon rapport détaillé, documenté et contenant des résultats, que je vais commenter tout à l'heure.

Pratiquement jour pour jour, deux ans après, le Conseil de ville est en mesure de lire le rapport de ce nouveau service, créé suite à une très longue discussion au Conseil de ville, en 2007. À la grande majorité, il avait été accepté. La Commission de gestion avait émis un certain pessimisme quant aux résultats. Certains membres du Parti socialistes s'y étaient opposés, en refusant l'externalisation de l'UNICEF et Fabriga et en émettant des craintes quant au futur de ces places. D'autres membres du Parti radical s'inquiétaient quant aux sanctions, en cas de non-coopération. Finalement, la décision a été prise plutôt dans un enthousiasme très large et ceci en pleine période d'euphorie économique. Le chômage était à la baisse, y compris pour les jeunes.

Aujourd'hui, après une année de crise économique, où le taux de chômage, surtout parmi les jeunes, devient un problème très sérieux, le SIP affiche des résultats supérieurs à ceux espérés en 22 mois. Le SIP nous donne les outils pour trouver, accompagner et stimuler les personnes dépendantes de l'aide sociale, en particulier les jeunes dans leurs recherches d'une réinsertion professionnelle. La Commission de gestion a également fait son travail, de manière approfondie. Nous avons eu un entretien d'évaluation avec les responsables du SIP, le 22 septembre 2009. J'aimerais encore une fois remercier Madame Reusser et Monsieur Bianchet pour leur accueil, leur présentation et le dialogue constructif, qui a eu lieu ce jour-là.

Je ne vais pas reprendre dans le détail, ce que chacune et chacun a pu lire dans le rapport et dans la Presse:

- Le Canton soutient de manière appréciable le SIP, avec 4,2 postes, soit 485'000 fr. par an, par la répartition des charges. La Ville a assuré 3,5 postes supplémentaires, pour du personnel spécialisé bilingue et multiculturel.
- Le SIP est un Département des affaires sociales et travaille sur la base de mandats du Service social et dans certains cas du Département de la jeunesse et des adultes. Il ne s'occupe que des personnes qui ont un potentiel de réinsertion ou de premières insertions pour les jeunes ou pour les femmes. Il s'est occupé de 771 personnes en 2008 et de 229 autres mandats au 1<sup>er</sup> semestre 2009, sur les 1000 personnes potentiellement susceptibles d'y être suivies. Le taux d'insertion moyen est de 43%, suite aux efforts entrepris et a dépassé les objectifs posés en 2008. Les personnes identifiées, qui refusent les propositions ou qui ne se conforment pas aux engagements qu'elles ont pris sont passibles d'une réduction de leur prime mensuelle allant jusqu'à 15%, ceci pour répondre aux inquiétudes concernant les sanctions qui peuvent être mises en place.

255 places dans des programmes ont été trouvées à Bienne et dans la région d'Aarberg, Lyss, Tramelan et Granges (en tout 16 partenaires). Ces places sont utilisées à 95% en moyenne. La collaboration avec les partenaires externes est jugée bonne. Un contrat de prestations régit chacune de ces relations. Les entreprises privées sont rares dans ces collaborations. La fondation GAD, qui a repris le programme UNICEF, financée par la Ville de Bienne, est le plus grand partenaire du SIP en matière de places. La collaboration est bonne et il existe un dialogue constant. En 2008, des adaptations ont dû être faites, notamment par une réduction des places offertes avec l'Action paysage Bienne-Seeland. Pas assez de personnes y ont été inscrites et ce sont surtout des places d'intégration sociale.

Concernant la charge de travail, les collaborateurs/trices du SIP ont cumulé en moyenne 138 dossiers, ce qui est énorme au vu de l'importance de l'effort initial de clarification des situations des personnes adressées au SIP. Si cet effort ne peut pas être pleinement réalisé, cela se répercute ensuite sur l'utilisation des capacités des programmes. Les exigences cantonales sont élevées, pour avoir ensuite accès aux finances. Pour résoudre ce problème, un 100% de poste supplémentaire serait nécessaire.

Au niveau de l'administration, l'ensemble de la correspondance doit être faite en deux langues, ce qui n'est pas possible actuellement. Avec un 60% de poste actuel, il est impossible de répondre aux tâches accrues requises, comme la gestion de la plateforme d'utilisation des capacités, les statistiques, la correspondance, sans effectuer des heures supplémentaires. Pour ces tâches, il faudrait augmenter

l'effectif. La solution idéale serait un poste à 100%, avec un/e collaborateur/trice francophone. Nous reviendrons sur ces demandes au point suivant de l'ordre du jour.

Pour terminer, j'aimerais revenir sur le rôle du SIP. Les perspectives en matière de chômage et d'aide sociale sont mauvaises. Il est à prévoir, que dans les mois qui viennent, les chômeurs en fin de droit vont atterrir à l'Aide sociale, en augmentant ainsi encore la demande face au SIP. L'augmentation beaucoup plus rapide des jeunes dans cette catégorie est particulièrement préoccupante. Je n'hésite donc pas à dire que le SIP vient au bon moment. C'est l'outil approprié à la situation actuelle, si nous prétendons diminuer la dépendance face à l'aide sociale, si nous pensons pouvoir encore agir, pour diminuer la pauvreté. Bravo pour le travail réalisé et pour l'engagement de toute l'équipe du SIP et du Conseil municipal. La Commission de gestion vous recommande de prendre connaissance de ce rapport. Merci de votre attention.

**Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste a pris connaissance avec grand intérêt du rapport du Conseil municipal concernant le rapport d'évaluation du Service spécialisé de l'insertion professionnelle (SIP). Nous soulignons, d'une part la qualité du rapport soumis par le SIP et d'autre part, la qualité du travail effectué. Les chiffres énoncés dans ces rapports sont éloquentes. Le nombre de clients, qui peuvent être affranchis de l'aide sociale par les différentes mesures proposées, se situe entre 40 et 50%. La pertinence du projet de réinsertion professionnelle, particulièrement sur fond de crise, est pleinement démontrée. Nous ne pouvons qu'encourager le SIP à continuer sur cette voie. Le Conseil municipal propose, dans son rapport, d'augmenter l'effectif des postes par un poste de travail à 60%, financé dans le cadre de l'aide sociale additionnelle cantonale, pour l'extension du programme. Nous nous en réjouissons. Le Groupe socialiste prend acte, sans réserve, du rapport du SIP et le félicite chaleureusement pour le travail effectué. Je vous remercie.

**Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne:** Au nom du Groupe des Verts, j'aimerais remercier le Conseil municipal et les collaborateurs du SIP pour la présentation de ce rapport. Le rapport concerne l'année 2008, durant laquelle la situation ne se présentait pas aussi sombre qu'aujourd'hui et peut ainsi expliquer les succès que nous rencontrons dans la réinsertion. Il est très difficile de se prononcer concrètement. Nous constatons néanmoins que le travail s'est organisé et que des contacts ont été établis avec des partenaires de la région. Ce fut un argument très important, lors du débat sur l'externalisation des institutions de la Ville qui offraient des places de réinsertion professionnelle et sociale. 50% de personnes ont pu retrouver un travail et l'ont fait avec le soutien nécessaire.

L'accent doit être mis sur les offres mieux ciblées pour les adolescents et les jeunes adultes. Le SIP montre aussi une volonté de se développer, tire les conclusions de cette année d'activités et se fixe des objectifs, ce qui est un signe de dynamisme. Néanmoins, dans un prochain rapport, il serait peut-être utile d'avoir des informations: sur les secteurs dont lesquels les insertions professionnelles ont pu être réalisées, dans quelles entreprises et quelles sont les formations qui ont été suivies. Il serait intéressant de savoir, si la réinsertion et la formation présentent des perspectives à long terme pour les personnes et surtout pour les jeunes, ce qui est un gage de durabilité.



Qu'en est-il de la situation depuis 2009, où la situation économique s'est notablement détériorée? Nous attendons avec impatience le prochain rapport, surtout avec le renforcement de l'équipe et nous souhaitons au SIP du courage pour la période à venir. Merci de votre attention.

**Rüfenacht Martin, Fraktion Forum:** Die Fraktion Forum schliesst sich mehrheitlich den VorrednerInnen an. Deshalb möchte ich nicht weiter ins Detail gehen. Trotzdem möchte ich mich bedanken für den umfangreichen und guten Bericht. Worum geht es? Es geht darum, die Anzahl SozialhilfeempfängerInnen zu reduzieren. Das ist die Aufgabe der FAI (Fachstelle Arbeitsintegration). Der Fraktion Forum ist es bewusst, dass die Fachstelle für Arbeitsintegration auch nur mit Wasser kocht. Das heisst, man kann keine Wunder vollbringen. Was vorher regionale Arbeitsvermittlungen nicht erreicht haben, kann die FAI nicht zwingend erreichen. Wer heute ausgesteuert wird, wird zum Sozialhilfebeziehenden. Nach einem Jahr Briefmarken oder Couverts kleben ist man wieder berechtigt für die Arbeitslosenkasse und das Karussell dreht sich von vorn. Diesen Drehtüreffekt gilt es zu verhindern. Die Fraktion Forum wünscht sich von der FAI mehr Vernetzung mit kantonalen Stellen wie den Arbeitslosenkassen, regionalen Arbeitsvermittlungen, dem Berner Stellennetz oder der IIZ (Interinstitutionelle Zusammenarbeit). Ebenso ist eine vermehrte Vernetzung mit den Schulen wünschenswert, um gefährdete Jugendliche präventiv abholen zu können. Die Fraktion Forum erwartet bei allem Respekt vor der schwierigen Aufgabe Effizienz und Nachhaltigkeit bei der Reduktion von SozialhilfeempfängerInnen. In diesem Sinn nimmt die Fraktion Forum den Bericht zur Kenntnis.

**Pichard Alain, Fraktion GLP:** Dieser Bericht war für mich eine sehr interessante Ferienlektüre. Ich danke den Autoren für ihre Arbeit. Die Fraktion Grünliberale nimmt diesen Bericht zur Kenntnis. Die Fraktion hat aber auch einen anderen Bericht gelesen, der gleichzeitig erschienen ist. Er umfasste mehr als 30 Seiten, nämlich 275 Seiten und wurde vom seco ausgearbeitet. Er trägt den Titel "Welche Sozialhilfebezüger finden in der Schweiz eine dauerhafte Erwerbsarbeit?" Der Bericht wurde unter anderen von Herr Thomas Ragni verfasst. Dieser politisiert viel linker als ich und auch als einige von Ihnen. Die Analyse, die er macht, ist sehr interessant. Ich möchte einiges zitieren. In den Jahren 2005 und 2006 wurden fünf Städte untersucht, nämlich Basel, Lausanne, St. Gallen, Luzern und Biel. Von denjenigen Personen, welche sich in diesem Zeitraum in einer dieser Städte neu bei der Sozialhilfe angemeldet haben, haben es durchschnittlich 60% geschafft, sich wieder von der Sozialhilfe zu lösen. In Biel haben dies nur 46% geschafft. Dieser Prozentsatz ist deutlich geringer als in allen anderen Städten. Die Studie kommt zum Schluss, je höher die Sozialhilfequote einer Stadt, desto seltener gelang den SozialhilfeempfängerInnen eine dauerhafte Integration in den Arbeitsmarkt. Biel lag mit einer Quote von 11% natürlich am Schluss. Mit 15% hatte Biel auch den geringsten Anteil an dauerhaft integrierten Personen. Das gibt zu denken. Im Weiteren muss gesagt werden, dass gemäss dieser Studie 38% aller Befragten schon einmal Sozialhilfe bezogen haben, in Biel sind es mit 47% wieder weit über dem Schnitt. Hochinteressant war auch, was das für Leute sind. Gefährdet sind Leute, die nur die obligatorische Schule absolviert haben und keine Lehre abgeschlossen haben. In Biel ist dieser Anteil mit 31% am höchsten, in St. Gallen mit 20% am Geringsten. Ich empfehle der Sozialhilfedirektion, diese Studie zu lesen, vor allem was die Empfehlungen angeht. Dies gibt mir auch zu denken. Die Studie sagt

nämlich: *"Durch die Sozialämter verfügte, aber nicht selber durchgeführte externe Integrationsmassnahmen (meist Beschäftigungsprogramme auf dem zweiten Arbeitsmarkt) gehen mit einer deutlich tieferen Erfolgsrate einher, bezogen auf das Ziel der raschen und dauerhaften Integration in den regulären Arbeitsmarkt. Dieses Ergebnis bleibt auch dann bestehen, wenn die Massnahmenteilnehmer an einer "fairen Vergleichsgruppe" gemessen werden".* Das hat mich sehr erstaunt. Im Weiteren kommt die Studie zu folgendem Schluss: *"Keine Massnahme zu verfügen kann in vielen Fällen die wirksamste Massnahme sein."* Ein weiterer Punkt, der angesprochen wird, ist: *"Es sollte auch kein Tabu sein, wenigstens im Bereich der i.e.S. arbeitsmarktlich "aktivierenden" Sozialhilfe über positive (nicht-)finanzielle Anreize nachzudenken, um besonders erfolgreiche Betreuer und Sozialämter eines Kantons zu weiterhin "kämpferischem" und innovativem Verhalten zu motivieren."*

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Je vous remercie de vos remarques concernant ce rapport et aussi d'avoir soutenu en 2007 cette très importante institution de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, qui consistait à réformer complètement les programmes d'intégration, comme nous les appelions à l'époque, pour concentrer l'effort sur la réinsertion professionnelle. La décision prise à l'époque n'a pas été facile, car nous avons des institutions auxquelles nous tenions, comme par exemple l'atelier UNICEF et Fabriga. Nous en étions fiers, à juste titre. La philosophie de cette politique avait changé. Il s'agissait d'encourager les gens à retrouver plus rapidement l'autonomie économique, plutôt que de simplement les occuper, afin de donner un sens à leur journée. Il a fallu du courage pour se lancer à l'eau, pour renoncer à ces institutions communales et décider de les régionaliser. Il a fallu du courage pour décider, qu'à l'avenir cette politique-là ne s'appuierait pas simplement sur des institutions communales, mais sur toute une palette d'institutions à caractère régional, de manière à permettre une grande variété de programmes et de démarches de réinsertion professionnelle. Ce courage est récompensé. Chacune et chacun des orateurs l'ont souligné, le rapport présenté est très encourageant, puisque les résultats dépassent les objectifs, que nous nous sommes fixés. Naturellement, l'effort ne doit pas être relâché.

En 2008, nous avons pu travailler dans de bonnes conditions car l'économie était assez réceptive aux démarches entreprises. Par contre, les difficultés économiques sont à la porte. Par conséquent, dans les mois à venir, nous allons rencontrer probablement davantage de difficultés. C'est la raison pour laquelle nous devons nous analyser de manière permanente et affiner l'approche, dans le sens des remarques de Monsieur Rüfenacht, même si le réseautage avec l'économie, le travail avec le Centre régional de placement et le travail avec les écoles ont commencé. Nous souhaitons renforcer l'action en faveur des jeunes, poursuivre l'effort et travailler davantage en collaboration avec les écoles, l'Orientation professionnelle, etc. L'ambition est là et les moyens existent, en particulier si vous acceptez de les renforcer, comme cela vous est proposé aujourd'hui.

En conclusion, je suis très heureux de l'évolution de la création du SIP. Nous avons déposé la marque. Je crois que la Direction de la sécurité aura de la peine à imposer un nouveau nom pour ses projets. Le SIP a pour le moment beaucoup de succès. Avec vous, je souhaite l'encourager dans cette voie. Merci de votre attention.

**Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 11 septembre 2009 concernant le Département des affaires sociales / Service spécialisé de l'insertion professionnelle: rapport d'évaluation, le Conseil de la Ville de Bienne **arrête**:

Le Conseil de ville **prend connaissance** du rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre du nouveau concept cantonal dans le domaine des mesures d'occupation.

**205. 20090297 Créations et suppressions de postes au 1<sup>er</sup> janvier 2010**

**Bösch Andreas, GPK:** Natürlich gab das Thema Stellenschaffung / Stellenstreichung in der GPK viel zu reden. Vor dem Hintergrund der schwierigen Finanzlage sind Stellenschaffungen ein heikles Thema. Die GPK hat sich darauf beschränkt zu schauen, welche Stellen die Stadt neu belasten werden. Die 1,5 Stellen in der Steuerverwaltung werden vollumfänglich durch den Kanton finanziert und sind deshalb kein Problem. Die GPK steht hinter dieser Stellenschaffung.

Im Bereich Soziales werden 6 Stellen gestrichen und per Saldo 10,8 geschaffen. Wie aus dem Bericht hervorgeht, ist ein Teil dieser Stellenschaffungen auf eine höhere Pauschale des Kantons zurückzuführen, welche an die Stadt Biel bezahlt wird. Über die Fachstelle für Arbeitsintegration (FAI) wurde vorhin diskutiert, der Bericht wurde zur Kenntnis genommen. Die GPK erklärt sich damit einverstanden, die provisorischen 3,5 Stellen in definitive umzuwandeln und eine Aufstockung von 0,6 Stellen vorzunehmen. Diese 0,6 Stellen werden ja auch durch Geld des Kantons finanziert. Die GPK ist ebenfalls einverstanden mit der Schaffung von 6,7 zusätzlichen Stellen für die Administration (5,4 neue Stellen und 1,3 Umwandlungen). Die 5,4 neuen Stellen werden durch höhere Kantonsabgaben finanziert und ergeben zusammen mit den 0,6 Stellen der FAI die 600 Stellenprozente, welche unter Stellenbedarf ausgewiesen sind. Auch die Übertragung der 6 Stellen aus dem Foyer Viadukt an die Stiftung GAD, welche der Stadt keine Mehr- oder Mindereinnahmen beschert, kann die GPK gutheissen. Alles in allem steht die GPK also hinter den Stellenschaffungen und -streichungen, welche der Gemeinderat vorschlägt. Diese werden ja vollumfänglich durch den Kanton finanziert, wenn es sich um neue Stellen handelt.

Wie Sie bereits wissen, **fordert die GPK eine zusätzliche Stelle im Stadtarchiv**. Die GPK hat auch den Auftrag, Verwaltungsabläufe in der Stadt zu prüfen. In den vergangenen zwei Jahren hat sie sich intensiv mit der Situation im Stadtarchiv auseinandergesetzt. Die GPK kam zum Schluss, dass ein massiver Handlungsbedarf besteht, welcher auch vom Gemeinderat eingeräumt wird. Archive haben leider nicht einen sehr guten Stand, meistens werden sie etwas links liegen gelassen. In vielen Firmen ist das Archiv irgendein dunkler, staubiger Keller, welchen niemand freiwillig aufsucht. Nur wenige Leute sind sich des Potenzials des gesammelten Wissens bewusst, welches in einem Archiv eingelagert wird. Als Person, welche aus dieser Berufsgattung kommt, kann ich Ihnen versichern, dass das A und O die Sichtung, Erfassung und Beschreibung des Archivbestandes ist. Ein unerfasstes Archiv kann verglichen werden mit der Situation, wie sie im Internet besteht. Es ist ein

unübersichtlicher Haufen Informationen. Das, was viele Leute brauchen, liegt vorne, weil es immer wieder vorne versorgt wird. Aber alles andere, das weiter hinten lagert, ist nicht richtig erfasst, niemand weiss, wo was abgelegt ist und was überhaupt vorhanden ist. Ein gut erschlossenes Archiv hingegen kann mit einer guten Bibliothek verglichen werden. Die NutzerInnen wissen nicht nur, wo die Dokumente stehen, sondern es gibt auch einen Stichwortkatalog und einen Thesaurus. Es ist ein völlig anderes Konstrukt, welches einen enormen Aufwand erfordert. Diese Aufgabe kann im Bieler Stadtarchiv mit dem bestehenden Stellenetat nicht ausreichend wahrgenommen werden. Deshalb hat sich ein riesiger Pendenzenberg aufgebaut, welcher mit zunehmender Zeit immer grösser wird. Die GPK hat sich lange gefragt, ob jetzt der richtige Zeitpunkt sei für diese Stellenschaffung, dies auch vor dem Hintergrund des Stellenmoratoriums, welches in Biel besteht. Es ist aber offensichtlich, dass die momentane Situation ungenügend ist. Zudem gibt es eine gesetzlich vorgeschriebene Archivierungspflicht, welche den Gemeinden obliegt. Das Stadtarchiv ist also nicht einfach eine "nice to have" Einrichtung. Die Führung dieses Archivs ist vielmehr ein Muss und konjunkturunabhängig. Ein Archiv kann nicht nur dann gut geführt werden, wenn das Geld vorhanden ist. Zwei Jahre Auseinandersetzung und ein Verwaltungsbesuch stehen hinter dem Beschluss der GPK, dass diese Stelle geschaffen werden muss. Dieser Entscheid war in der GPK-Sitzung einstimmig und ich finde, das allein sollte jeder Fraktion zeigen, dass der Bedarf massiv vorhanden ist. Die GPK bittet den Stadtrat um Unterstützung für die Schaffung dieser Stelle im Stadtarchiv.

**Liechti Gertsch Teres, GPK:** Auch ich werde namens der GPK sprechen, nämlich zur niederschweligen Interventionsgruppe SIP (Sicherheit Intervention Prävention). Zuerst möchte ich mich aber im Namen der GPK dafür entschuldigen, dass die beiden Anträge, welche hier gestellt werden, nicht schriftlich vorliegen. Es war der GPK nicht bewusst, dass dies dienlich gewesen wäre und dass der Gemeinderat dies gewünscht hätte. Ich danke ihm, dass er die politische Debatte trotzdem zulassen wird und für das Verständnis.

Die GPK setzt sich einstimmig für die Schaffung einer niederschweligen Interventionsgruppe SIP ein. Die Medien haben darüber berichtet und die GPK hat die Fraktionspräsidien darüber informiert. Es geht nicht an, dass dieses Dossier auf Eis gelegt wird und keine Gelder für die Besetzung der provisorischen Stellen im Budget aufgenommen werden. Die SIP muss jetzt geschaffen werden können. Die sichtbare Präsenz einer niederschweligen Interventionsgruppe auf der Strasse ist nötig. Sie entspricht einem Bedürfnis der Bevölkerung.

Ich habe hier das Sicherheitskonzept der Stadt Biel, welches im Stadtrat am 12. Dezember 2007 verabschiedet wurde. Die Markierungen, die herauschauen, bezeichnen alle Seiten, auf welchen es um Massnahmen und Hinweise im Zusammenhang mit dieser niederschweligen Interventionsgruppe geht. Wahrscheinlich sind es nicht alle, ich ging das Papier nur rasch durch. Die rosaroten Markierungen sind übrigens spezifisch für Massnahmen im Umfeld des Yucca und das kleine blaue Fähnchen zeigt die Seite, auf welcher im Sicherheitskonzept die Vorstösse aufgeführt werden, welche im Zusammenhang mit SIP eingereicht wurden. Das Sicherheitskonzept stellt Massnahmen und Tätigkeitsfelder der SIP in Aussicht. Für die ganze Sicherheitsstrategie und die strategischen Ziele ist die SIP ein Grundpfeiler. Das subjektive Sicherheitsgefühl der Leute wird dadurch gestärkt und

objektiv kann sich die Sicherheit auch verbessern. Mit der Mediationsaufgabe, dem Vermitteln zwischen den verschiedenen Bevölkerungsgruppen, kann die SIP viel bewirken. Herr Stadtrat Peter Moser hat im Februar 2008 einen Vorstoss zur Schaffung der SIP eingereicht. Schöne Konzepte genügten nicht, der Gemeinderat solle die SIP jetzt schaffen. In der Ratsdebatte vom 23. Oktober 2008 wurde der Vorstoss als erfüllt abgeschrieben, da der Gemeinderat Folgendes versicherte, ich zitiere aus dem Protokoll Herrn Stöckli: *"Im Bezug auf den Einsatz von niederschweligen Interventionseinheiten (SIP) hat der Gemeinderat einen entsprechenden Auftrag erteilt. Im Budget 2009 (...) sind diese Stellen bereits vorgesehen. Ich gehe davon aus, dass nun das Pflichtenheft erstellt wird und dass daraufhin die drei SIP-Sicherheitskräfte eingesetzt werden können. (...) Ansonsten werden Sie diesen Sicherheitskräften bald auf der Strasse begegnen."* Am 11. September 2009 erfährt die Öffentlichkeit über die Medien, dass die provisorischen Stellen nicht besetzt werden, es solle zuerst abgewartet werden, wie sich die Kantonspolizei entwickelt. So geht das nicht! Im Sicherheitskonzept sind die Rolle, die Einsatzplätze und die Begründung für die SIP umschrieben. Das Parlament will die SIP, es steht hinter dem Vorstoss Moser und schrieb ihn nur als erfüllt ab, weil der Gemeinderat sagte, er werde die SIP-Stellen schaffen. Ich bitte den Gemeinderat, sein Versprechen wahr zu machen. Das Parlament will, dass diese Sache angegangen wird und dass jetzt Geld für SIP-Stellen im Budget aufgenommen wird.

Die GPK erwog, dem Gemeinderat folgenden Antrag zu stellen: Schaffung von vier definitiven Stellen für SIP, davon eine transferiert von der Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion (BSKD) für den Einsatz im Umfeld vom Yucca. Es zeigte sich aber an den Fraktionssitzungen, dass die Fraktionen zwar mehrheitlich wie die GPK SIP-Stellen schaffen wollen, jedoch nur provisorisch. Drei provisorische Stellen bestehen bereits, diese müssen also nicht mehr beantragt werden. Gelder fürs Yucca sind im Moment bei der BSKD angesiedelt. Damit dort sofort gehandelt werden kann, bestehen bereits Vorprojekte. Da das Geld zurzeit bei der BSKD budgetiert ist, macht es Sinn, dieses Geld im Moment dort zu lassen, bis definitive Stellen geschaffen werden.

Was die Fraktionen aber genau wie die GPK wollten, ist, dass das Geld für die provisorischen Stellen jetzt ins Budget aufgenommen wird. Auf Ihren Tischen liegt der Antrag der Fraktion SP auf. Dieser entspricht dem Antrag, welcher die GPK im Budget stellen wollte, minus den Betrag fürs Yucca, welcher eben vorläufig bei der BSKD bleibt. Die GPK hätte ihren Antrag neu stellen können, dies ist aber nicht nötig. Es kommt auf das Gleiche hinaus, wenn der Antrag der Fraktion SP behandelt wird. Wir empfehlen dem Stadtrat, in der Budgetdebatte den Antrag der Fraktion SP zu unterstützen und die Gelder für SIP zu sprechen. Wie gesagt, die provisorischen Stellen müssen nicht mehr geschaffen werden, sie bestehen bereits. Deshalb folgt kein Stellenantrag, das Thema musste aber im Rahmen der Stellenproblematik angesprochen werden.

**Stöckli Schwarzen Heidi, GPK:** Die GPK greift noch einen dritten Bereich auf, bei welchem sie einstimmig der Meinung ist, es sollten Stellen geschaffen werden trotz wirtschaftlich schwierigeren Zeiten. Der Gemeinderat erwähnt in einem seiner Berichte, welche der Stadtrat heute Abend noch diskutieren wird, dass er bei der Vorbereitung des Budgets 2010 den Akzent auf eine gewissen Anzahl Bereiche gelegt habe und Prioritäten setzen musste, dies nicht zuletzt auf Grund von

Stadtratsentscheiden. Einer dieser Entscheide fordert die Schaffung von neuen Verwaltungsstrukturen an der Volksschule. Es soll qualifiziertes Personal für die Begleitung der Schulen und die Unterstützung der Schulleitungen eingesetzt werden. Diesem Entscheid und dem eingeschlagenen Weg treu bleibend, bringt die GPK heute Abend den **Antrag für zusätzliche 145 Stellenprocente "Schulsekretariat für die Unterstützung der Schulleitungen an Ort"** auf den Tisch. Diesen Antrag stellte die BSKD für das Budget 2010, sie fand beim Gemeinderat aber kein Gehör. Die GPK stellt nun den Antrag, die 145 Stellenprocente zur administrativen Unterstützung der Schulleitungen der Kindergarten- und Primarschulstufe definitiv zu schaffen und die Stellen auf Anfang des neuen Schuljahrs, also auf 1. August 2010 zu besetzen. Sie begründet ihren Antrag mit folgenden Argumenten:

Der Kanton Bern will geleitete Schulen und damit verbunden eine Stärkung der Schulleitungen. Dieser Forderung ist das Parlament mit der Schaffung des neuen Schulreglements nachgekommen. Die bisherigen Schulkommissionen wurden aufgelöst, ihre Kompetenzen und Aufgaben wurden neu an die Schulleitungen übertragen. Gleichzeitig wurden die Kindergarten- und die Primarschulkommissionen fusioniert und damit die Schuleinheiten neu organisiert und zu grösseren Einheiten zusammengeschlossen. Dies alles gibt für die Schulleitungen dieser fusionierten Schulstufen viel mehr Arbeit. Sollen die Schulleitungen ihren erweiterten Auftrag, ihre bisherigen und neuen Aufgaben zufriedenstellend wahrnehmen, so müssen sie sich auf ihr Kerngeschäft wie Personal- und Schulführung und damit natürlich verbunden Schul- und Qualitätsentwicklungsaufgaben konzentrieren können. Sie müssen einen wesentlichen Anteil administrativer Sachbearbeitung, für welche sie ja nicht ausgebildet sind, delegieren können und zwar an eine mitarbeitende Person an Ort und nicht etwa im Hochhaus des Kongresshauses. Dass sich die Schulleitungen auf ihr Kerngeschäft konzentrieren können und dass sachbearbeitende Mitarbeitende für diesen administrativen Teil angestellt werden, ist für die Qualität der Bieler Schulen und für ihre Konkurrenzfähigkeit mit den umliegenden Gemeinden eminent wichtig, wenigstens wenn sich Biel weiterhin als Familien- und Schulstandort positionieren will. Der Ruf der Bieler Schulen darf sicher optimiert werden.

Im Übrigen dürfen die Schulleitungen der Oberstufen bereits seit Jahren eine solche administrative Sachbearbeitung in Form von 200 Stellenprozenten an ein Sekretariat delegieren und sich administrativ entlasten lassen, und dies für zirka 1500 SchülerInnen. Es ist deshalb aus Sicht der GPK nicht akzeptabel, dass die anderen Schulleitungen von Primar- und Kindergartenstufen für ihre Schuleinheiten mit insgesamt fast 3500 Jugendlichen keine angemessene administrative Unterstützung an Ort bekommen sollen. Die 200 Stellenprocente aus den bisherigen Kommissionssekretariaten reichen dafür nicht. Die GPK ist auch der Meinung, dass diese jährlich wiederkehrende Ausgabe von CHF 139'000.- ab 2011 vertretbar ist. Die Stadt Biel kann nicht darauf warten, dass der Kanton irgendeinmal, vielleicht in fünf oder zehn Jahren einspringt und der Stadt diese Kosten ersetzt. Dazu kommt, dass andere Schulen im Kanton Bern ihre Schulleitungen mit Sachbearbeitungspersonal entlasten. Deshalb empfiehlt die GPK dem Stadtrat, den Antrag um zusätzliche 145 Stellenprocente ins Budget aufzunehmen.

**Paronitti Maurice, au nom du Groupe Forum:** Je reviens à l'objet du départ c'est à dire à celui de la création et de la suppression de postes. Le Conseil municipal propose la création de 12,3 postes. Le Groupe Forum considère avec un œil critique,

l'augmentation des effectifs de la Ville, même si nous savons que le Directeur des finances, dans ce domaine, a une approche prudente, pragmatique et souvent raisonnable. Le Groupe Forum constate, que pour la cinquième année consécutive, c'est la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture qui rafle la mise, si vous me passez l'expression, dans le cadre de la création de nouveaux postes: 10,8 sur un total de 12,3 postes. Ce qui porte, si j'en crois les comptes-rendus de nos délibérations de ces dernières années, à près de 70 postes créés dans cette Direction, sur ladite période. C'est impressionnant, cela s'est passé en période de bonne conjoncture. Le 1,5 poste restant est créé pour l'Intendance des impôts, suite à une répartition régionale dans le cadre du Canton. Ce poste est couvert par les subsides cantonaux, donc pas de critique de notre part. Tous ces postes sont définitifs. Le Conseil municipal annonce également la création de postes provisoires de sa seule compétence, notamment pour ESB. Quant aux six postes supprimés, il s'agit d'une opération indolore pour la Ville.

Concernant la Direction de Monsieur Moeschler, 4,1 postes sont demandés à titre de personnel spécialisé SIP. Ces postes ne sont pas contestés, dans la mesure où le projet pilote, appelé de nos vœux, a fait ses preuves et peut être institutionnalisé. Concernant les 6,7 postes supplémentaires demandés, il s'agit en grande partie de postes administratifs. Il est expliqué pourquoi il serait utile de les pourvoir. L'avenir n'est pas rose. Le Groupe Forum voyant que la situation budgétaire est défavorable, se demande si en cette période de crise économique, il est vraiment nécessaire de se payer ces 6,7 postes. Il est vrai que la situation des Services sociaux est largement déterminée par les normes cantonales, qui fixent la participation du Canton à nos coûts. Le Groupe Forum rappelle, que le Canton a aussi, en ce moment, mis le frein aux dépenses, en renonçant à augmenter les frais fixes. Il a décidé qu'aucun nouveau poste ne serait créé, jusqu'à nouvel avis. Dans la prochaine étape, si la crise perdure, le Canton pourrait bien se voir contraint de réduire sa participation.

Le Groupe Forum est convaincu, que le Conseil municipal fait tout son possible, pour ne créer que les postes absolument indispensables. Nous pensons que tout le monde doit faire un effort. Nous nous demandons, si les tâches administratives ne peuvent pas être assumées par le personnel déjà en place. Ceci dit, nous sommes conscients, que la situation économique actuelle ne va pas réduire la charge de travail de la Direction en question. En revanche, une amélioration de cette situation économique à l'horizon 2012-2013 n'est pas exclue. C'est pourquoi, afin d'assurer au Conseil de ville une marge de manœuvre pour les futurs budgets et comptes, qui seront probablement déficitaires, pour tenir compte des réflexions que la Commission "Structures biennoises 2013 et Esplanade" doit se faire et au vu des nombreux postes déjà créés définitivement au sein de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, **le Groupe Forum demande que ces 6,7 postes soient créés à titre provisoire.** Merci de votre attention.

**Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP plus:** SVP plus will die Schulsekretariate nicht unterstützen.

**Liechti Gertsch Teres, GPK:** Ich möchte nochmals präzisieren, dass die GPK keinen Antrag auf SIP-Stellen stellt. Die drei provisorischen SIP-Stellen sind im Stellenplan vorgesehen. Mein Votum war vielmehr grundsätzlicher Art, dass diese

Stellen besetzt werden sollen. In diesem Anliegen muss kein GPK-Antrag unterstützt werden.

**Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne:** Le Groupe des Verts a étudié ce rapport attentivement. Concernant les 5,8 postes provisoires à créer au SIP, nous soutenons cette création dans le secteur exploitation, même si nous n'avons pas à la décider. En ce qui concerne le poste et demi pour l'Intendance des impôts, il est financé par le Canton. Nous estimons que le Service des impôts est un service très important. Il doit y avoir suffisamment de personnel à disposition, Nous soutiendrons donc la proposition du Conseil municipal.

En ce qui concerne les postes demandés pour le Département des affaires sociales, nous aimerions prendre position de la manière suivante: par rapport au poste et demi concernant les contrôles accrus, nous avons enfin entendu des chiffres concrets dans ce débat, concernant les abus dans l'aide sociale et la campagne contre ces abus. Jusqu'à présent, nous n'avons guère eu de chiffres concernant les abus eux-mêmes ou les économies, qui pourraient être faites. Heureusement, maintenant nous savons ce que cela nous coûte: un poste et demi pour des contrôles accrus, soit environ 150'000 fr. par an.

Concernant les postes de l'accueil, nous soutiendrons la création de ces postes car l'accueil actuellement est essentiel pour les personnes qui doivent se rendre au Service social. Nous aimerions simplement savoir si le Département a offert d'autres tâches aux personnes subventionnées par l'aide sociale et qui remplissaient ces tâches à l'accueil.

Au sujet de la gestion des cas, est-ce vrai que certains usagés des œuvres sociales ne sont plus que gérés et qu'ils n'ont plus accès au soutien des assistants sociaux?

Concernant les propositions de la Commissions de gestion, nous aimerions prendre position sur les trois postes pour les Unités d'intervention d'accès faciles, qui ont été prévus dans le Concept de sécurité. Le Groupe des Verts va soutenir cette proposition de la Commission de gestion. Nous voulons que ces postes soient créés de manière provisoire par le Conseil municipal. Ceci permettra de faire un rapport dans deux ans et d'avoir la possibilité de ratifier cette décision ou d'apporter des modifications. Nous ne pouvons pas dire, aujourd'hui, quelle sera l'efficacité réelle de ces personnes. Dans cette situation, nous avons besoin d'une certaine marge de manœuvre. Nous ne voulons pas, par la création de ces postes, recréer un embryon de nouvelle Police municipale. Ceci doit être clair.

Enfin, concernant la proposition de la Commission de gestion au sujet de la création d'un poste pour le Département des archives, le Groupe des Verts n'a pas pu se déterminer sur l'opportunité de créer, aujourd'hui, un nouveau poste. Nous ne mettons pas en question l'importance de ce domaine. Nous aimerions avoir un rapport plus précis sur les nouvelles tâches, sur la situation des locaux et sur les besoins réels et nouveaux, en matière de personnel et d'archivage. Nous déposerons un postulat, afin d'obtenir un rapport allant dans ce sens.

Concernant le poste pour le Secrétariat de l'école primaire, nous allons soutenir la proposition de la Commission de gestion.



Au vu de la situation actuelle, le Groupe des Verts constate que le Conseil municipal met en œuvre le blocage du personnel. Il y a 10,8 et 1,5 postes de plus, mais 6 postes sont supprimés avec l'externalisation du Foyer Viaduc. Actuellement, la Ville engage du personnel afin d'éviter des blocages et la paralysie de certains services, mais pas pour faire face à de nouveaux besoins, comme par exemple dans le domaine de la sécurité publique. Nous allons soutenir la création de ces nouveaux postes. Je vous remercie de votre attention.

**Pichard Alain, Fraktion GLP:** Im Namen der Fraktion Grünliberale muss ich zugeben, dass wir als Parlamentsneulinge überfordert sind. Die Fraktion Grünliberale hat sich auf die Budgetdebatte eingelassen, hat die Unterlagen studiert und hat feststellen müssen, dass es unglaublich schwierig ist, das zu verstehen. Die Fraktionsmitglieder haben viel Zeit investiert und jetzt kommen dauernd neue Anträge, welche zum Teil gar nicht überprüft werden können. Bei Vielem ist die Fraktion skeptisch, bei Vielem ist sie nicht überzeugt und kann trotzdem nicht einfach Nein sagen, da sie keine "Holzhackerpolitik" machen möchte. Etwas erleichtert es unsere Fraktion doch, nur die Faust im Sack zu machen. Dies hat damit zu tun, dass Biel von allen Städten in der Schweiz einzigartig dasteht. Biel hat in den letzten Jahren eine wunderbare wirtschaftliche Entwicklung durchgemacht und betreibt eine sehr gute Finanzpolitik. Dies ist das Verdienst der BürgerInnen dieser Stadt, ihrer Unternehmen, ihrer Beamten und ihrer Institutionen. Es ist aber auch das Verdienst von Hans Stöckli. Ich bin durchaus nicht immer ein Fan von Hans Stöckli, aber was er in dieser Stadt bewegt hat, verdient meine tiefste Anerkennung und meinen Dank, auch wenn ich ihn in letzter Zeit immer wieder kritisiert habe. Wenn ich nach Basel fahre und dort meinen Freunden vom fantastischen "Turn around" der Stadt Biel erzähle, dann staunen diese immer. Denn meine Heimatstadt Basel hängt am Tropf von zwei Chemiemultis und einigen reichen Leuten. Basel ist in einer weitaus schlechteren finanziellen Verfassung als Biel. Ich möchte aber Hans Stöckli als Stadtpräsidenten daran erinnern, wie er damals zu Beginn seiner Tätigkeit anfang. Er hat nämlich in dieser Verwaltung, in welcher sich vieles angehäuft hat, aufgeräumt. Er hatte den Mut, zu straffen. Es wurden auch Stellen abgebaut und Personal entlassen. So konnte dieser "Turn around" geschafft werden. Heute ist die Stadt jedoch daran, in Bereichen, welche nicht einsehbar sind, neue Überkapazitäten zu schaffen.

Ich spreche auch im Namen der Lehrerschaft und für diese ist es nicht nachvollziehbar, warum das Schulamt in der Verwaltung so viele Stellen benötigt. Die Lehrerschaft hat zum Beispiel nie verstanden, weshalb nach der Schaffung von sechs SozialarbeiterInnenstellen an den Schulen jetzt noch eine Fachstelle (40 Stellenprozent) nötig ist, welche die sechs SozialarbeiterInnen betreut. Die Budgetdebatte ist jedoch nicht der richtige Ort, um darüber zu diskutieren. Es entsteht jedoch der Eindruck, dass viele Stellen nicht so geschaffen werden, wie sich die Lehrerschaft dies vorstellt.

Die Fraktion Grünliberale steht für einen starken Staat, der aber auch effizient sein muss. Dort sieht die Fraktion Grünliberale zurzeit ein grosses Problem. Es werden systematisch Stellen geschaffen. Einem Viertel der Bevölkerung geht es nicht gut, es gibt Integrationsprobleme. Ich erinnere an die Debatte in der letzten Sitzung zum Unkostenbeitrag für Eltern, welche Termine mit Lehrpersonen nicht einhalten und sich nicht abmelden. Es wurde gesagt, eine Mutter, die arbeite, könne sich nicht

abmelden. Wenn man dieses Menschenbild hat, dann reichen weder 12,5 Stellen noch 50 Stellen. Wenn diese Klientel so rundum betreut werden soll, steigen die Kosten ins Astronomische. Es kann so nicht mehr weitergehen.

Meine Tochter hatte eine Stelle bei der Fürsorgedirektion. Sie bearbeitete dort die liegen gebliebenen Krankenkassenrückforderungen. Es ist klar, wenn FürsorgeempfängerInnen das nicht machen, gehen der Stadt Gelder verloren. Gleichzeitig ist es aber ein weiterer Schritt in Richtung Entmündigung dieses Personenkreises.

Die Stadt Biel weist ein Defizit von CHF 20 Mio. aus. Ich denke an die kommenden Generationen, die das alles einmal bezahlen müssen. Im Moment ist die grosse Krise ja noch nicht angekommen, die kommt erst. Aber allein 60 Stellen in der BSKD in den letzten fünf Jahren, wurden in den guten Zeiten geschaffen. Was macht die Stadt nächstes Jahr? Ich bin gespannt! So kann es nicht weitergehen und die Stadt ist in einer schwierigen Situation. Ich möchte sagen, dass die Fraktion Grünliberale sicher die Stelle für das Coaching der Jungen nicht unterstützen wird. Solche Coachingstellen, und das sehe ich auch im Bereich der Case Manager die wir haben, sind sehr ineffizient und bringen absolut nichts. Ich versuchte vorhin, dem Stadtrat die Schlussfolgerung des seco betreffend Sozialhilfebeziehenden nahe zu bringen. Niemand hat darauf reagiert, obschon es um eine externe Evaluation ging. Die übrigen Stellenschaffungen werden die Fraktion Grünliberale mehr oder weniger unterstützen.

Zum Stadtarchiv muss ich noch anfügen, dass die Fraktion Grünliberale eine Interpellation zu diesem Thema eingereicht hatte. Ich wurde von verschiedenen Prominenten darauf angesprochen, dass das Stadtarchiv nicht so richtig funktioniere. Die Fraktion Grünliberale wurde danach aber gebeten, ihre Interpellation zurückzuziehen, da darin auch gewisse Vorwürfe an die aktuelle Stelleninhaberin gemacht wurden. Meine Fraktion hatte dies aber vorgängig mit einem hohen Chefbeamten abgeklärt. Dieser machte darauf aufmerksam, dass im Stadtarchiv ein Personalproblem vorliege und eine Interpellation sinnvoll wäre. Ich wusste das nicht, das war ein Fauxpas von mir. Deshalb habe ich die Interpellation zurückgezogen. Frau Liechti sagte mir, die Unterbesetzung im Stadtarchiv sei vor allem ein finanzielles Problem. Zum Stadtarchiv gibt es aber auch einen Bericht. CHF 100'000.- bewillige ich gerne, wenn damit das Problem gelöst wird. Aber entspricht dies den Schlussfolgerungen des erwähnten Berichts? Wenn mir der Finanzdirektor bestätigt, dass es ein finanzielles Problem sei, dann wird die Fraktion Grünliberale zustimmen. Sie fragt sich aber, ob es wirklich um das geht und ob das Problem wirklich mit Geld gelöst ist.

Mit den Stellenprozenten für administrative Mitarbeitende für die Schulleitungen wie sie Frau Stöckli im Namen der GPK fordert, bin ich absolut einverstanden. Es sind Stellen, die genau dort gebraucht und von der Fraktion Grünliberale auf jeden Fall unterstützt werden.

Ich möchte nochmals sagen, dass die Fraktion Grünliberale etwas überfordert ist. Deshalb wird sie sich ab und zu auch enthalten, wenn sie nicht ganz sicher ist, was zu bewilligen ist.

**Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste:** Le Groupe socialiste soutient les 10,8 postes définitifs proposés par le Conseil municipal. En ce qui concerne les postes demandés par la Commission de gestion, le Groupe socialiste soutient pleinement la demande de postes pour les secrétariats des écoles. La Ville a choisi l'année passée de modifier le Règlement scolaire. Elle a transféré un grand nombre de tâches exécutives des mains des commissions à celles des directions. Il est donc logique et juste de soutenir ces directions dans leurs nouvelles tâches.

En ce qui concerne les postes SIP, le Groupe socialiste ne soutiendra pas directement la création de ces postes. Bien qu'il soit fondamentalement favorable au Concept de sécurité et à la création d'une force de proximité et de prévention, le Groupe socialiste n'est pas convaincu que le projet soit suffisamment mûr pour créer des postes définitifs. Le Groupe socialiste soutiendra par contre la somme de 250'000 fr., à mettre au budget pour ce projet. Nous reviendrons sur ce sujet au point 8 de l'ordre du jour.

Concernant le poste du Département des archives, lors des débats au sein du Groupe socialiste, il est ressorti le besoin, dans cette période de crise, de se fixer des priorités. Les priorités pour le Parti socialiste sont: l'action sociale, la formation, le développement durable. Nous ne soutiendrons donc pas, et à regret, le poste aux Département des archives.

Enfin, le Groupe socialiste a longuement débattu de la pertinence de créer 245% de postes administratifs supplémentaires pour le Service de la protection de la jeunesse et des adultes. Le Canton accorde depuis cette année 485% de postes administratifs, pour chaque poste d'assistant social. Seul 240% leur ont été octroyés, pour remplir spécifiquement ces tâches. Le Service réclame l'entier de ces postes financés par le Canton. Lors de la discussion au sein du Groupe socialiste des questions sont apparues, qui nous paraissaient indispensables d'éclaircir au préalable. C'est pourquoi, le Groupe socialiste ne vous demande pas la création de ces postes maintenant. Elle vous demandera cependant d'inscrire au budget la somme manquante, afin que les postes puissent être créés en temps voulu. Je vous remercie.

**Liechti Gertsch Teres, SP:** Ich möchte Herrn Pichard antworten auf die Frage, ob die Stellenschaffung im Stadtarchiv effektiv ein finanzielles Problem darstellt. Dies ist der Fall und ist in einem Brief vom 4. September 2009 des Gemeinderates an die GPK festgehalten. In diesem Brief räumt der Gemeinderat ein, dass eine zweite Stelle im Stadtarchiv nötig wäre, aber aus finanziellen Gründen nicht realisierbar sei.

**Grivel-Pierre-Yves, PRR:** En tant que Directeur d'une école secondaire et habitué à travailler depuis des années avec un secrétariat, je ne peux que vous recommander le soutien d'augmentation des pourcentages de secrétariat, pour le degré primaire. Avec le nouveau Règlement scolaire, avec l'entrée en vigueur de plusieurs réformes, qui exigent du travail supplémentaire administratif, avec la réorganisation des entités scolaires primaires et écoles enfantines, avec l'augmentation de la grandeur de ces entités de 10 à 12 classes et avec les compétences supplémentaires attribuées aux directeurs depuis 2009, le rôle du secrétariat est devenu encore plus important, par conséquent, indispensable. Oui, chers collègues, ce n'est plus une personne qui attend le courrier à 9h00, prépare le café à 10h00 ou tape une lettre de temps en

temps pour le directeur. Non, soyons sérieux, le secrétariat d'une école est un élément du "staff" directionnel et s'occupe de dossiers et prépare des rapports. Il a des compétences attribuées par la direction. Il peut aussi jouer le rôle de bras droit pour la direction. Soyons honnêtes, les écoles secondaires disposent depuis longtemps de ces pourcentages et de ce soutien. Soyons équitables et attribuons ces quelques pourcents supplémentaires à ces directions d'écoles, pour des secrétariats performants. Le bon fonctionnement des directions sera renforcé au profit des élèves et des enseignants. Merci.

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Als Vorspiel zur Budgetdebatte sind die Stellenschaffungen von grosser Bedeutung. Deshalb kann man die Stellenfrage nicht losgelöst vom Budget betrachten. Leider hat sich die finanzielle Situation im letzten Jahr dramatisch verändert. Trotzdem ist es richtig, dass die Finanzen der Stadt Biel in Ordnung sind. Das IDHEAP (Institut de hautes études en administration publique) hat in einer gross angelegten Studie festgestellt, dass die finanzielle Lage der Stadt Biel, gemessen an derjenigen aller Schweizer Städte, am zweitbesten abschneidet. Die Stadt Biel konnte ihre Situation im Verlauf der letzten Jahrzehnte stetig verbessern, so dass sie heute schweizweit zu den Besten gehört. Falls die Stadt jetzt aber nicht aufpasst und in die alten Muster zurück fällt, dann ist sie sehr schnell weg von der Spitze.

Ich möchte klar festhalten, dass die Stadt diesen Spitzenplatz den Steuerzahlenden zu verdanken hat. Der Gemeinderat hat natürlich dazu beigetragen, dass Personen und Unternehmen nach Biel gezogen sind und hier Steuern zahlen. Dies erweist sich nun als Pferdefuss. Im Verhältnis zu anderen Städten ist Biel massiv stärker abhängig von der Wirtschaft und damit auch von der Konjunktur. Viele Bieler Unternehmen sind exportorientiert und reagieren sehr schnell und sensibel auf die Weltwirtschaftslage. Wenn eine Swatch Group S.A. oder eine Manufacture des Montres Rolex S.A. glücklicherweise niemanden entlassen müssen, ist dies für Biel zwar ein gutes Zeichen, denn es bedeutet, dass die Arbeitslosenrate niedrig bleibt. Aber das heisst noch lange nicht, dass auch Gewinn erzielt wird. Die Unternehmen, welche in den letzten Jahren hohe Steuern bezahlt haben, werden nun zwar nicht rote Zahlen schreiben, aber auch nicht tiefschwarze. Mit Ausnahme der Kapitalsteuer zahlt eine Unternehmung dann Steuern, wenn sie Gewinn macht. Die Gewinne der Bieler Firmen werden im laufenden Jahr tiefer ausfallen als früher. Deshalb ist es unumgänglich, dass die Stadt Biel in den nächsten Jahren gegen CHF 20 Mio. weniger Steuern einnehmen wird als in den Vorjahren. Dieses Phänomen wird nicht nur ein Jahr, sondern im schlimmsten Fall sieben Jahre dauern.

Die Stadt Biel muss sich heute auf diese Mindereinnahmen einstellen. Alle Ausgaben, welche heute getätigt werden und Auswirkungen auf die nächsten Jahre haben, bedeuten, dass in den nächsten Jahren doppelt so viel gespart werden muss. Der Stadtrat muss sich dessen bewusst sein, dass heute geschaffene Stellen auch in Zukunft bezahlt werden müssen. Vor diesem Hintergrund überrascht es mich, dass vom Stadtrat mit Ausnahme einer Partei nur zusätzliche Ausgaben verlangt werden.

Nachdem im Verlauf der letzten Jahre Stellen reduziert wurden, werden sie nun wieder neu geschaffen. Insgesamt wurden in den letzten sechs Jahren über 100 neue Stellen geschaffen. Dies entspricht Ausgaben von CHF 10 Mio. Der Gemeinderat hat immer versucht, nur die Stellen zu bewilligen, welche tatsächlich zwingend nötig

waren. In Anbetracht der äusserst schwierigen finanziellen Lage hat der Gemeinderat einen Stellenstopp beschlossen. Dort, wo neue Stellen nachweisbaren Mehrertrag bringen oder von Dritten finanziert werden, kann diese klare Haltung relativiert werden. So kamen die heute vorgestellten Anträge des Gemeinderates zu Stande.

Dieses Jahr mussten die Abteilungen, die Direktionen und der Gemeinderat sehr viele Stellenschaffungsbegehren ablehnen. Ich bin sehr erstaunt, dass alle Stellen, welche der Gemeinderat abgelehnt hat, nun wieder zur Diskussion stehen. Der Gemeinderat hat diese Stellen ausführlich besprochen und nach klaren Richtlinien beurteilt. Die Streichung von beantragten Stellen fiel ihm nicht leicht. Beim Stadtarchiv zum Beispiel ist es richtig, dass ein Handlungsbedarf gegeben ist. Ich bin jedoch nicht sicher, ob wirklich eine Vollzeitstelle geschaffen werden muss. Es liegt kein Pflichtenheft für die neue Stelle vor. Ein solches würde den Entscheid vereinfachen. Noch vor wenigen Jahren war das Stadtarchiv mit einer halben Stelle besetzt. Als ich für das Stadtarchiv zuständig wurde, hat man diese Stelle auf 100% aufgestockt. Nun, etwa zehn Jahre später, soll nochmals eine Vollzeitstelle geschaffen werden. Eine Verbesserung ist aber sicher nötig. Der Gemeinderat hat versucht, alle beantragten Stellen gleich zu behandeln. Deshalb muss eine neue Vollzeitstelle für das Stadtarchiv zurückgewiesen werden. In der Zwischenzeit wurde das Projekt "Bieler Geschichte" lanciert, welches in einigen Bereichen eine Entlastung bringen sollte. Das Problem Stadtarchiv wird aber durchaus vom Gemeinderat angegangen.

Die vorhin erwähnte Gleichbehandlung gilt grundsätzlich auch für alle anderen Stellen, welche der Gemeinderat nicht beantragt hat. Ich möchte aber betonen, dass im Moment 15 neue Stellen provisorisch besetzt sind. Diese wurden in den letzten paar Jahren bei der Abteilung Liegenschaften, bei der Abteilung Bevölkerung, Gemeinde-Polizeiinspektorat, bei der Abteilung Schule & Sport (Assistenz für die Schulunterstützung), bei der Abteilung Soziales (Erwachsenen- und Jugendschutz), bei der Dienststelle Jugend und Freizeit, bei den Tagesschulen und bei den Kinderkrippen geschaffen. Dazu kommt, dass der Besoldungsbudgetbetrag bei den Tagesschulen um CHF 400'000.- erhöht wurde. Beim Schulsekretariat wurden CHF 100'000.- mehr budgetiert, um die Arbeiten so erledigen zu können, wie dies der Gemeinderat für sinnvoll erachtet. Ich bin froh, dass die GPK ihre Forderung betreffend SIP (Sicherheit Intervention Prävention) nicht aufrecht erhält. Frau Schwickert wird sich noch dazu äussern. Zu den Schulsekretariaten wird Herr Moeschler informieren. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass der von ihm gestellte Antrag zu der Stellenschaffung richtig ist. Ich bin sicher, dass in der Stadtverwaltung niemand zu kurz kommt, wenn die Handlungsweise des Gemeinderats befolgt wird.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Herr Rindlisbacher stellte die Frage, in welchen Bereichen die 5,3 Stellen, welche der Gemeinderat beim ESB in eigener Kompetenz bewilligt hat, angesiedelt sind. Daneben wurden zwei Stellen provisorisch und zeitlich befristet geschaffen. Diese Mitarbeitenden werden wie folgt tätig sein: eine Stelle wurde im Bereich Telekom geschaffen, zwei im Bereich Netz Elektrizität, eine beim Finanzcontrolling (mit dem Ziel, zu mehr Kennzahlen zu kommen) und eine zur Führungsunterstützung. Für die fehlenden 0,3 Stellen bin ich nicht mehr sicher, wo die angesiedelt sind, ich glaube, im Personalwesen.

Auf die SIP-Stellen kommt der Stadtrat sicher später noch zu sprechen. Es liegt ja ein Antrag für die Budgetdebatte vor. Ich bin froh, dass zurzeit kein weiterer Antrag zur

Frage, ob diese Stellen jetzt definitiv geschaffen werden sollen oder nicht, eingereicht wurde. Der Stadtrat vergibt sich damit nichts. Wenn diese Stellen jetzt noch nicht definitiv geschaffen werden, heisst dies, dass die neuen Aufgaben nach zwei Jahren ausgewertet werden. Es wird einen Bericht geben, welcher dem Stadtrat zur Verfügung vorgelegt wird. Aus diesem wird hervorgehen, ob SIP ein taugliches Mittel ist und ob diese Stellen definitiv bewilligt werden sollen. Auch über den Umfang dieser Stellen wird der Bericht Klarheit schaffen. Die Stadt vergibt sich nichts, wenn sie jetzt noch nicht definitiv geschaffen werden. Spätestens zwei Jahre, nachdem die SIP-Leute ihre Arbeit aufgenommen haben, wird der Stadtrat nochmals darüber befinden können.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Il a été dit à plusieurs reprises aujourd'hui, que l'augmentation du nombre de postes de l'Administration municipale concerne essentiellement et depuis de nombreuses années la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. Elle rafle la mise a dit Monsieur Paronitti, comme si cette Direction était particulièrement gâtée. En fait, cette évolution correspond aussi à l'évolution des besoins, donc à l'évolution de la société. La plupart des postes créés sont des postes dans le domaine social et ce domaine est entièrement piloté par le Canton, je tiens à le préciser. Le Canton détermine les ressources en personnel à disposition, pour assumer le travail. La règle est la suivante: pour 100 dossiers d'assistants sociaux ou de tutelles curatelles, il y a un poste d'assistant social. Plus précisément, il y avait un forfait de 135'000 fr. jusqu'en 2008 et il est de 177'000 fr. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ce forfait doit couvrir le poste d'assistant social et l'appui administratif. Jusqu'à présent, le Conseil municipal et le Conseil de ville ont toujours suivi la règle, qui veut que les postes autorisés par le Canton soient créés provisoirement par le Conseil municipal, ensuite confirmés par le Conseil de ville. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner.

On le dit dans la presse depuis longtemps, l'évolution sociale à Bienne et dans le pays est grave. De plus en plus de personnes dépendent de l'aide sociale, sous une forme ou sous une autre. L'évolution du nombre de postes ne fait que refléter cette évolution. J'ai entendu dire tout à l'heure quelqu'un souhaitant que l'on en reste à des postes provisoires. Nous pourrions nous contenter de créations provisoires, si nous étions certains, que dans l'année ou les deux ans à venir, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale serait réduit de telle façon, que nous pourrions envisager la diminution des ressources en personnel. Malheureusement, nous ne voyons aucun signe à l'horizon, allant dans ce sens. Il est tout à fait raisonnable de créer ces postes définitivement.

En ce qui concerne le soutien administratif, le Canton fonctionne par forfait. Il passe de 135'000 à 177'000 fr. Ce montant couvre les 100% d'assistant social et 50% de poste administratif (30% jusqu'à présent). Le Canton ne contrôle pas ces postes administratifs. Il contrôle les postes d'assistant social. Avec le montant qui dépasse le salaire de l'assistant social, nous pouvons faire plus ou moins ce que nous faisons. Les directives sont là, mais il n'y a pas d'examen de ce que nous faisons. En fonction de ce que je viens de dire, il est tout à fait raisonnable de soutenir les propositions du Conseil municipal, qui dans le domaine des affaires sociales en particulier, n'a pas utilisé l'entier du forfait supplémentaire, mis à disposition par le Canton. Avec les 37 postes d'assistants sociaux, nous pouvions vous proposer 20% de plus par assistant

social, c'est-à-dire environ 7,8 postes, mais il n'y a que 5,8 postes proposés. Je vous encourage à soutenir cette proposition.

Quelqu'un a contesté la création de 60% de postes dans le coaching des jeunes. C'est un domaine très sensible. Depuis de nombreuses années, le Conseil de ville, la Presse et la population attendent que nous ayons une action renforcée dans ce domaine. Ce n'est vraiment pas le moment de faiblir. Tout à l'heure, nous avons entendu beaucoup de louanges par rapport au travail du SIP et à son succès. Nous remarquons une lacune dans le manque de ressources pour aborder plus spécifiquement les jeunes dépendants de l'aide sociale, soit par héritage familiale, soit parce qu'ils sont dans une situation individuelle particulière. Il faut renforcer l'action en faveur de ces personnes.

La question en suspens est celle du secrétariat des écoles primaires. Les écoles secondaires disposent de secrétariats, mais ce n'est pas le cas des écoles primaires. Lorsque la modification du Règlement scolaire a été soumise au Conseil de ville, sa mise en œuvre n'a pas été soumise à la condition de création de postes. L'idée de renforcer les secrétariats de directions et de lier cette création à l'autonomie renforcée des directions d'écoles s'est développée plus tard. En tout cas, elle a été exprimée dans les cercles politiques, plus tard. Nous ne devons pas en faire une conséquence absolument contraignante et liée. Tout ce qui a été dit par la Commission de gestion et par les représentants du milieu scolaire est vrai. Il est souhaitable que les directions d'écoles primaires bénéficient aussi de secrétariats. Mais, nous nous trouvons dans la situation que vous connaissez, c'est-à-dire: une ville peut-elle se permettre de répondre à tous les souhaits, alors qu'elle sait que la situation financière d'aujourd'hui, de demain et d'après-demain est sombre? Existe-t-il des alternatives?

Lorsque la Direction responsable des écoles a vu, qu'en raison du moratoire de la création de postes et de la politique financière imposée par les circonstances, ces créations de postes ne pourraient pas avoir lieu cette année, nous avons réfléchi à des alternatives. Cela se fait dans de nombreuses villes c'est à dire que nous pouvons résoudre certaines tâches de manière centralisée. Il existe des postes de secrétariat au Département écoles et sport, pouvant être utilisés par les directions d'écoles primaires. Il y a aussi d'autres ressources au niveau des pools administratifs dans les écoles, financées par le Canton et permettant de faire face aux urgences. Le fait de ne pas créer ces postes ne condamne pas l'école à un mauvais fonctionnement et ne remet pas en cause sa qualité, mais c'est lui refuser un confort très souhaitable. Dans les circonstances financières actuelles, ce n'est pas véritablement envisageable. Si vous refusez la création de ces 145% de postes, vous suivrez la recommandation du Conseil municipal d'une part, mais d'autre part, vous ne mettrez pas en danger l'école biennoise.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** J'ai trois propositions d'amendement sur le dossier à passer au vote.

**Vote**

sur la proposition d'amendement de la Commission de gestion demandant d'ajouter 100% de postes au Service des archives municipale.

**La proposition d'amendement est rejetée.**

**Vote**

sur la proposition d'amendement de la Commission de gestion demandant de créer 145% de postes au Secrétariat de la Direction des écoles.

**La proposition d'amendement est acceptée.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** La troisième proposition demande que les 6,7 postes au Département des affaires sociales, déjà dans le tableau, soient créés de manière provisoire.

**Stöckli Hans, maire:** Juridiquement, vous n'avez pas le droit de créer des postes provisoires. Vous devez voter, afin que le Conseil municipal prolonge la situation provisoire. Vous-mêmes, vous pouvez créer uniquement des postes définitifs. C'est cela qui vous est demandé.

**Paronitti Maurice, au nom du Groupe Forum:** La proposition va dans ce sens. Il s'agit de prolonger la durée de ces postes provisoires de deux ans.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Il s'agit d'ajouter un nouveau point au projet d'arrêté.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Vous avez dit beaucoup de choses positives tout à l'heure sur le rapport d'évaluation du Service spécialisé de l'insertion professionnelle (SIP). Il s'agit maintenant de confirmer cette appréciation positive et de dire que les mesures prises sont les bonnes. Le fait de prolonger le provisoire nous maintient dans l'insécurité, alors qu'elle n'est pas justifiée par les résultats obtenus.

Par ailleurs, lorsque vous parlez des postes, lesquels doivent rester provisoires et lesquels doivent être définitifs? Il y a peu de clarté dans la proposition faite. Je recommande vivement au Conseil de ville de ne pas accepter la proposition du Groupe Forum.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** La proposition a été faite clairement: 10,8 postes sont créés au Département des affaires sociales (4,1 postes pour le nouveau SIP, seraient créés définitivement et 6,7 postes deviendraient une prolongation du provisoire).

**Bösch Andreas, Grüne Biel:** Für mich geht es in diesem Geschäft um die Schaffung oder Streichung von definitiven Stellen. Der Stadtrat kann in diesem Zusammenhang keine provisorischen Stellen fordern. So wie ich es verstehe, sind von diesen 6,7 Stellen, welche vom Forum bestritten werden, 1,3 Stellen Neuschaffungen und 5,4



Stellen bisher provisorische Stellen. Das einzige, was das Forum hier machen kann ist, die 6,4 Stellen abzulehnen auf ein Versprechen des Gemeinderates hin, dass er diese Stellen provisorisch schaffen wird. Dies müsste der Stadtrat dem Gemeinderat einfach glauben. Ich bitte darum, dass der Stadtratspräsident diese Auffassung bestätigt oder verneint.

**Klemmer Regula, secrétaire parlementaire:** C'est effectivement correct, Monsieur Bösch.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Je précise qu'il y a 5,4 nouveaux postes et 1,3 poste provisoire. C'est l'inverse de ce que Monsieur Bösch a dit. Si nous proposons de créer ces postes définitivement et d'emblée, c'est parce que nous n'avons, lorsque nous observons la situation sociale et économique, aucune espèce de perspective d'amélioration sur le plan social, qui pourrait dans les deux ans à venir, nous faire imaginer à une réduction de postes possible. C'est un exercice inutile de passer par l'étape du provisoire jusqu'au définitif, en raison de l'évolution de la situation sociale. Ce sont des postes autorisés par le Canton. Si la situation sociale devait, contre toute attente, s'améliorer et que le nombre de dossiers chuterait, le Canton diminuerait le nombre de postes et nous supprimerions automatiquement ces postes. La crainte de maintenir artificiellement des postes n'est pas donnée.

**Kaufmann Stefan, Fraktion Forum:** Ich beantrage, nach der Pause über dieses Geschäft abzustimmen. Die Fraktion Forum wird während der Pause darüber diskutieren, ob sie den Antrag aufrecht erhält und wie er allenfalls formuliert wird.

## **Vote**

sur la motion d'ordre demandant de voter sur la troisième proposition d'amendement, celle du Groupe Forum, concernant le point 5 de l'ordre du jour, après la pause.

La motion d'ordre est acceptée.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous ne partons pas directement à la pause car nous avons encore cinq interventions parlementaires dont l'urgence doit être motivée.

## **206. Motivation de l'urgence de la motion 20090340, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, "Planification financière approfondie des années 2011/2012"**

**Nicati Alain, au nom du Groupe Forum:** Vous me faites dire ce que j'aurais dû vous dire demain. L'urgence est nécessaire pour cette intervention. Il s'agit de modifications dans la planification financière. Comme nous demandons que ces modifications soient faites dans un court délai, il faut qu'il y ait l'urgence, afin que le délai puisse être respecté.

**Vote**

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090340, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne

**L'urgence est accordée.**

**207. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090341, Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne, "Stades de Bienne"**

**Donzé Pablo, au nom du Groupe des Verts Bienne:** J'aimerais que mon interpellation soit urgente. Elle concerne le financement des Stades de Bienne. C'est une question actuelle, ainsi la réponse tombera pour la dernière séance de l'année du Grand Conseil, qui débattera de ce sujet. Merci.

**Vote**

sur la motivation de l'urgence de l'interpellation 20090341, Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne

**L'urgence est accordée.**

**208. Motivation de l'urgence de la motion 20090339, Béatrice Sermet-Nicolet / Salome Strobel, Groupe socialiste, "Sécurité des cyclistes et des piétons le long de l'axe nord (Faubourg du Lac)"**

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** Il s'agit d'une motion qui demande que soit réalisé la sécurité des piétons et des cyclistes, surtout le long de l'axe nord du Faubourg du lac. La motion demande que cette sécurité soit assurée par le fait que les cyclistes puissent emprunter l'Allée du Pasquart. Pourquoi l'urgence? Tout simplement, car actuellement des travaux d'assainissement des conduites sont en cours et que ce serait l'occasion de régler cette question. Merci de votre attention.

**Vote**

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090340, Béatrice Sermet-Nicolet / Salome Strobel, Groupe socialiste

**L'urgence est accordée.**

**209. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090342, Thomas Lachat, Groupe socialiste, "Concept des antennes de radio mobiles pour Bienne"**

**Lachat Thomas, SP:** In meiner Interpellation geht es um ein Konzept für Mobilfunkantennen für die Stadt Biel. Sie sollte deshalb dringend behandelt werden, weil eine Beschwerde hängig ist und ich die Antwort gerne jetzt hätte.

**Vote**

sur la motivation de l'urgence de l'interpellation 20090342, Thomas Lachat, Groupe socialiste

**L'urgence est accordée.**

**Interruption de la séance: 20h05 - 21h20**

**205. 20090297 Créations et suppressions de postes au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (suite)**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous allons voter sur la troisième proposition d'amendement, celle du Groupe Forum, concernant le point 5 de l'ordre du jour.

**Kaufmann Stefan, Fraktion Forum:** Wie Herr Paronitti bereits ausgeführt hat, kann die Fraktion Forum einigen Stellen in dieser Vorlage problemlos zustimmen. Bei anderen Stellen ist die Fraktion Forum der Meinung, dass sie nicht definitiv geschaffen werden sollten, dies auch im Hinblick auf die Struktur der Stadt ab 2013. Die Fraktion Forum erhofft sich von der Verwaltungsreform gewisse Impulse, welche Leute wann, wo und wie eingesetzt werden. Wenn es um die Verwaltung geht und juristisch wird, dann wird es kompliziert. Die Fraktion Forum hat nicht herausgefunden, wie dieses Geschäft vernünftig auseinander genommen werden könnte. Deshalb **zieht sie ihren Antrag zurück.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** La proposition est retirée. Nous arrivons au vote sur le projet d'arrêté, qui a été modifié. Au point 1: 1,5 poste est créé à l'Intendance des impôts, 10,8 postes au Département des affaires sociales, dont 4,1 pour le nouveau Service spécialisé de l'insertion professionnelle (SIP) et 1,45 poste pour les secrétariats des écoles primaires.

**Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 4 septembre 2009 concernant les créations de postes et suppressions de postes au 1<sup>er</sup> janvier 2010, et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 1, let. k du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Sous réserve de l'approbation du budget de la Commune municipale de Bienne pour l'année 2010 par les ayants droit au vote biennois, les postes suivants:
  - 1,5 poste à l'Intendance des impôts
  - 10,8 postes au Département des affaires sociales (dont 4,1 postes pour le nouveau Service spécialisé pour l'insertion professionnelle SIP)
  - 1,45 poste pour les secrétariats scolaires (Département Écoles & Sport)

**sont définitivement créés** et les autres postes ci-après:

  - 6,0 postes au Foyer Viaduc

**sont définitivement supprimés.**
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

## **210. 20090017 Réduction du prix d'abonnement de la communauté tarifaire / Abolition**

**Liechi Gertsch Teres, Fraktion SP:** Im Vorfeld zu diesem Geschäft wurde vermutet, der Gemeinderat habe die Streichung der Zusatzverbilligungen der Abonnemente des Tarifverbundes nur aus taktischen Gründen gestellt, weil er davon ausgehen durfte, dass das Parlament diesen Vorschlag nicht akzeptieren und die Verbilligung wieder ins Budget aufnehmen würde. Wenn ich höre, wie der Stadtrat jeweils kritisiert wird, wenn er am Budget etwas ändern möchte, muss ich sagen, vielleicht sollte diese wunderbare Idee des Gemeinderates jetzt nicht ausgebremst werden, so dass er sie vor dem Volk selber verteidigen muss. Im Interesse der Betroffenen aber, welche unter einem solchen Beschluss zu leiden hätten, verzichtet die GPK auf dieses Vorgehen. Immerhin hat der Gemeinderat ein richtiges Stadtratsgeschäft aus diesem Thema gemacht, mit Bericht und Argumenten. Er teilte seinen Beschluss den Medien mit und er hat ihn im Bericht zum Voranschlag und in der Botschaft an das Volk explizit erwähnt. Natürlich hat dieses Geschäft entsprechende Wellen geworfen. Parlamentsmitglieder wandten sich schriftlich an den Gemeinderat und viele Leserbriefe wurden geschrieben. Der Gemeinderat vertritt die Auffassung, es gebe immerhin gute Argumente für die Aufhebung der Tarifverbilligung. Die GPK hat diese Argumente sorgfältig studiert und diskutiert. Sie sagt also nicht einfach nur "nice try", sondern sie äussert sich auch zu diesem Geschäft und wehrt sich gegen eine Streichung der Vergünstigungen.

Der Vorschlag des Gemeinderates, die zusätzliche Verbilligung von Abonnements des Tarifverbundes für EL-EmpfängerInnen sowie AHV- und IV-BezügerInnen zu streichen, hat die Bevölkerung verunsichert und die EL-BezügerInnen traurig gemacht. Dies gilt es zu korrigieren.

Der Gemeinderat begründet seinen Vorschlag mit drei Argumenten:

1. bestehe keine Verpflichtung von Seiten der Stadt, diesen Rabatt zu gewähren. Der Kanton sei für AHV-Renten und Ergänzungsleistungen zuständig.
2. seien solche Rabatte auch in Bern und Thun nicht vorgesehen.

3. müsse eine echte Sozialpolitik allen Bevölkerungsgruppen Rechnung tragen, insbesondere auch Jugendlichen und SozialhilfebezügerInnen.

Die Argumente des Gemeinderats sind nicht stichhaltig. Zum ersten Argument lässt sich sagen, dass es richtig ist, dass der Kanton zuständig ist. Ja, es gibt keinen Anspruch und keine Verpflichtung für die Stadt, diesen Rabatt zu gewähren, er ist vielmehr ein Geschenk. Dies bestreitet niemand. Aber dieses Geschenk soll den EL-BezügerInnen nicht weggenommen werden. Warum? Eine solidarische Gemeinschaft nimmt niemandem ein Geschenk weg, wenn sie - wie die Stadt Biel - noch CHF 53 Mio. Eigenkapital und CHF 130 Mio. in Spezialfinanzierungen hat. Darf man alles, wenn es ums Geld geht? Ich sage nein.

Das zweite Argument des Gemeinderats ist, dass auch Bern und Thun keine solchen Rabatte gewähren würden. Aber andere Städte tun dies, so zum Beispiel Genf und Lausanne. Im Übrigen sollte Biel in solchen Fragen ein eigenes Verständnis haben. "Ici c'est Bienne" und nicht sonst irgendein Pflaster. Es geht hier nicht um ein Wirtschafts- oder Industrierating.

Das dritte Argument des Gemeinderats ist das ärgerlichste und das problematischste. Der Gemeinderat vergleicht Bevölkerungsgruppen. Jugendliche und SozialhilfeempfängerInnen gegen EL-BezügerInnen. Das ist sehr heikel und meines Erachtens falsch. Wenn der Gemeinderat dies tut, dann muss ihm entgegengetreten werden. Jugendliche, auch wenn sie vielleicht wirklich in finanziellen oder anderen Schwierigkeiten stecken, können aus diesen Konstellationen wieder herauskommen. Sie sind noch jung und können sich hoffentlich auffangen. Sie haben eine Perspektive, ihre Zukunft kann sich noch zum Besseren wenden. Dies gilt auch für die Sozialhilfeempfangenden. Viele arbeiten daran, wieder ohne Sozialhilfe leben zu können. Eine Tatsache bleibt: EL-BezügerInnen bleiben dies meistens für den Rest ihres Lebens. Deshalb dürfen keine Vergleiche zum Nachteil dieses Personenkreises gemacht werden und das Geschenk darf ihnen nicht weggenommen werden.

Es fragt sich, ob dem Gemeinderat klar ist, wen er mit dieser Massnahme eigentlich trifft, alleine schon durch die Ankündigung des Vorschlages in den Medien. Deshalb möchte ich noch ein Beispiel erwähnen, damit sich alle in eine solche Situation versetzen können. Stellen Sie sich vor, Sie wären eine 29-Jährige Vorhangverkäuferin. Das Leben ist heiter, Sie sind vergnügt, gehen gerne Ski fahren. Eines Tages erleiden Sie unverhofft eine Hirnblutung. Es folgen neun Stunden Operation, Sie erwachen mit schrägem Gesicht, erkennen sich kaum mehr. Sie können nicht mehr sprechen. Zwar können Sie dies in den folgenden Jahren wieder erlernen, sprechen aber nie mehr fliessend. Der Job und das Kurzzeitgedächtnis sind für immer weg. Sie sind halbseitig gelähmt und müssen eine Schiene tragen. Sie bekommen IV und EL, und das ist Ihr Status für den Rest Ihres Lebens. Und heute Abend will Ihnen nun der Stadtrat dieses kleine Geschenk, die zusätzliche Tarifverbilligung, wegnehmen. Dies will ich nicht, das will die GPK nicht und dies wollen zum Glück auch die Fraktionen nicht. Am liebsten möchte ich auch kein salbungsvolles Votum des Gemeinderats hören, er verstehe zwar die vorgebrachten Vorwände, aber der Stadtrat müsse auch verstehen. Dieser Vorschlag ist schleunigst zu begraben.

Die betroffenen Kreise haben sich gewehrt. Die GPK hat Briefe erhalten von der AVIVO und von der Bieler Behindertenkonferenz. Letzteres ging auch an Herrn

Gemeinderat Moeschler und wurde auch an die Fraktionspräsidien weitergeleitet. Es ist begreiflich, dass der Vorschlag des Gemeinderats grosse Bestürzung ausgelöst, die Betroffenen beelendet hat. Das einzig positive an diesem Vorschlag ist, dass das Parlament ganz klar für die EL-BezügerInnen eintreten und sagen kann, nein, das Parlament von Biel nimmt euch dieses Geschenk nicht weg. Die GPK beantragt einstimmig die Ablehnung dieses Geschäfts.

**Ogi Pierre, au nom du Groupe socialiste:** Le Conseil municipal propose de supprimer la réduction du prix des abonnements aux bénéficiaires d'une rente AVS et AI. Lorsque j'ai eu connaissance de cette proposition, je n'étais pas énervé comme c'est le cas ce soir. Je me suis dit que j'avais mal lu ou mal compris. Ce n'est pas possible, on ne peut pas faire ça! Il y a une année, j'ai fait du porte à porte pour que les gens votent pour le Parti socialiste. Je suis allé dans des immeubles et des coopératives. Les gens m'ont demandé pourquoi il faut voter socialiste. J'ai répondu: si un membre du Parti socialiste est au Conseil municipal, il ne fait pas du bien mais il ne pourra pas faire de tort. Ce n'est pas le cas! Que devrais-je faire dans trois ans? Jamais à Bienne, depuis que la politique existe, nous n'avons eu une gauche aussi forte. Et maintenant, cette gauche trouve une majorité pour "taper" dans le porte-monnaie des "petits vieux". Quels sont les arguments du Conseil municipal? La Ville veut supprimer le petit supplément qu'elle octroie aux personnes âgées, aux personnes qui ont besoin de cet argent, en leur disant qu'il y a des jeunes qui n'ont pas d'argent et qu'il y a des chômeurs. Tous les chômeurs ne sont pas pauvres. Des chômeurs reçoivent 5'000 fr., 7'000 fr. ou même 8'000 fr. par mois d'allocations de chômage! Les bénéficiaires d'une rente AVS, qui ont travaillé une vie entière, n'auront jamais une meilleure situation. Nous allons supprimer cette réduction du prix des abonnements à des personnes qui ont travaillé, qui n'ont pas de caisse de pension ou qui sont dans la misère. J'aimerais attaquer les partis de droite, mais ce n'est pas possible. Le Conseil municipal joue sur le jeu des chômeurs, des jeunes sans emploi et des retraités. Le monde des pauvres a toujours été celui des ouvriers! Le Conseil municipal ne connaît pas ce monde!

Le simple fait de proposer cette abolition de la réduction du prix des abonnements a terrorisé ces personnes dans le besoin. Le Conseil municipal les met dans une situation incroyable et cela signifie que ces personnes ne pourront plus se déplacer. Les socialistes n'accepteront jamais cela, ni hier, ni aujourd'hui, ni demain. Le Conseil municipal peut faire ce qu'il veut, les socialistes seront assez forts pour corriger ces "conneries". De toute façon, j'ai raison, le Conseil municipal a tort. Le Groupe socialiste, à l'unanimité, vous invite à refuser la proposition du Conseil municipal. J'espère que le Conseil municipal ne nous proposera plus jamais de telles absurdités. Encore maintenant, je ne comprends pas cette proposition. Je vous remercie de votre attention.

**Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP plus:** Im Jahr 1992 hat der Stadtrat den Verbilligungen der Abonnemente des Tarifverbundes Biel zugestimmt. Diese Verbilligungen sollten AHV-BezügerInnen zu Gute kommen, welche auch Ergänzungsleistungen beziehen oder auch IV-BezügerInnen sind. Heute sollen diese Verbilligungen gestrichen werden mit der Begründung, die Stadt Biel müsse ihre Akzente setzen. Zudem seien diese Verbilligungen ungerecht gegenüber anderen Gruppen, welche ebenfalls in schwierigen finanziellen Verhältnissen leben müssten, zum Beispiel junge Arbeitslose oder SozialhilfeempfängerInnen. Auch die Städte Bern

und Thun würden solche Zustupfe nicht kennen. Die Fraktion SVP plus ist mit diesem Vorgehen nicht einverstanden. Sie ist der Meinung, dass Leute, welche AHV beziehen und zudem auf Ergänzungsleistungen angewiesen sind, weiterhin von einer solchen Verbilligung profitieren können sollen. Sie haben ein gewisses Alter und sind auf öffentliche Verkehrsmittel angewiesen. Die Jungen und die SozialhilfeempfängerInnen dagegen sind in der Lage, sich zu Fuss oder mit dem Velo fortzubewegen. Das mit der Ungleichbehandlung war sicher auch schon 1992 so. Deshalb wird die Fraktion SVP plus den Antrag des Gemeinderates grossmehrheitlich ablehnen.

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel:** Wenn es eine asoziale und unökologische Vorlage gibt, so ist es diese. Die Fraktion Grüne Biel lehnt sie vehement ab. Die Argumentation des Gemeinderates ist in mehrfacher Hinsicht irreführend, zum Teil schönfärberisch, ja sogar hinterlistig.

Dass es dem Gemeinderat mit dieser Vorlage nicht wohl ist, ist bereits daran ersichtlich, dass die "Allgemeinen Erwägungen" eine volle Seite in Anspruch nehmen. Die Stadt gehe weit über das hinaus, was von Bund und Kanton verordnet ist. Deshalb könnten bei den Abonnements für den öffentlichen Verkehr auf Stadtebene nicht auch noch Verbilligungen gewährt werden. Die Fraktion Grüne Biel ist aber der Meinung, dass sich eine Stadt genau dadurch auszeichnet, was über den "Courant normal" hinaus geht. Dass die Stadt Biel die Abonnemente für diese bedürftigen Personen verbilligt hat, war mehr als eine noble Geste. Es ist eine konkrete Massnahme, um dieser Gruppe unserer Bevölkerung ein wichtiges Stück Alltag zu ermöglichen. Seit 1992 bringt Biel damit zum Ausdruck: Die Stadt kümmert sich um die Anliegen der wirtschaftlich Schwächsten. Unter diesem Aspekt ist es auch nicht relevant, ob Bern oder Thun solche Verbilligungen zahlen oder nicht. Biel hat hier bewusst ein anderes Zeichen gesetzt und einem Vierzigstel der Bevölkerung eine wichtige, sinnvolle und erst noch ökologische Mobilität ermöglicht.

Vergessen wir nicht folgende Tatsache: Die Verkehrsbetriebe Biel (VB) verdienen dank den EL-BezügerInnen und den Zuschüssen, welche sie erhalten, rund CHF 0,5 Mio. pro Jahr. Wenn die Stadt die jährlich CHF 200.- für 1'200 Personen streicht, bleibt unter dem Strich immer noch eine Mehreinnahme von CHF 0,25 Mio. Die Stadt würde auf Ebene VB durch die Streichung dieser Verbilligung CHF 0,25 Mio. verlieren. Ich möchte ja gerne wissen, ob die VB in dieses Geschäft einbezogen wurden.

Extrem irreführend ist auch der Hinweis auf die Ungleichbehandlung gegenüber Jugendlichen und SozialhilfeempfängerInnen. Meine VorrednerInnen haben es bereits gesagt und ich möchte nicht noch länger dazu werden. Es kann aber nicht sein, dass diese verschiedenen Kategorien gegeneinander ausgespielt werden. Es ist tatsächlich so, dass die Leute, die jetzt von dieser Verbilligung profitiert haben, wirklich in finanzieller Not sind und kaum eine Chance haben, aus dieser Situation wieder herauszufinden. Jugendliche haben das Leben noch vor sich und können ihre Situation selber in die Hand nehmen.

Gerechtfertigt wird der Vorschlag des Gemeinderats mit einem Fehlbetrag von CHF 20 Mio. im Budget. CHF 250'000.- sind viel, das ist wahr. Ein solcher Sparvorschlag ist aber wirklich fehl am Platz. Sparen wir nicht auf Kosten der

Ärmsten der Stadt Biel, sondern dort, wo ein gewisser Luxus vorhanden ist. Ich fordere Sie deshalb auf, dem asozialen Antrag des Gemeinderats nicht zu folgen und ihn abzulehnen.

**Grünenwald Samuel, au nom du Groupe Forum:** Il nous est demandé d'abolir les réductions sur le prix des abonnements de bus pour les personnes bénéficiant des prestations complémentaires ou des allocations spéciales. Si nous lisons le rapport, il commence par la phrase suivante: *"Lors de sa séance du 16 décembre 1992, le Conseil de ville avait décidé de réduire le prix des abonnements de la communauté tarifaire en faveur des Biennois et Biennoises percevant des prestations complémentaires et/ou des allocations spéciales cantonales"*. Ce n'est pas le Conseil municipal mais c'est le Conseil de ville qui a pris cette décision. Nous entendons ce soir, que nous souhaitons maintenir les décisions prises en 1992. Le Conseil municipal argumente que le prix pour les bénéficiaires de prestations complémentaires est avantageux et que la situation financière de la Ville est difficile. Nous avons même entendu, que les Conseillères et Conseillers de ville devraient établir le cahier des charges pour une personne travaillant aux archives! Ce soir, c'est un peu le monde à l'envers! Monsieur Ogi, vous avez bien parlé. Vous avez fait de la politique de droite. Vous avez dit, que nous n'avons plus besoin de la droite. Vous, les socio-démocrates, devenez gentiment de droite, au moins du centre. C'est magnifique! Nous avons entendu parler de cadeaux ainsi que d'un manque d'argent. C'est vous, membres du Conseil de ville, qui en 1992, avez pris cette décision. Naturellement, le Conseil municipal doit s'y soumettre. Monsieur Ogi, vous vous êtes demandé, qui au Conseil municipal a bien pu prendre cette décision. Je vous rappelle, que le Conseil municipal est en majorité de gauche.

Ce n'est pas la seule décision, que le Conseil de ville a prise de cette façon, cette dernière décennie. Lorsque le Canton alloue des subventions et que nous disons que la Ville a les moyens, nous ne voulons pas faire simplement ce que le Canton veut, nous voulons faire plus. C'est magnifique, mais il y a une totale contrariété dans ce que nous avons entendu ce soir. Je le répète, nous n'avons pas d'argent mais des déficits. Le Conseil municipal annonce des pertes de 40 ou 50 mio. fr. Nous avons d'énormes projets à Bienne. Pour des grands projets, tout est bon et ici, pour un quart de million, on fait des histoires!

Au sein du Groupe Forum, nous avons discuté longuement de ce sujet. Oui, Monsieur Ogi, nous aussi, nous ne sommes pas pour enlever le pain aux pauvres gens, au contraire. Nous ne voulons pas non plus, que cette proposition du Conseil municipal soit acceptée. Nous prenons bonne note, que ces décisions sont celles du Conseil de ville. Ces décisions ont été prises dans les dernières décennies, proposées par les socio-démocrates. Nous allons refuser ce projet. Merci.

**Stöckli Hans, Finanzdirektor:** Ich werde zuerst einige generelle Überlegungen machen. Eigentlich sind wir ja bereits in der Budgetdebatte, denn die heutige Vorlage lässt sich von der Budgetdiskussion nicht trennen. Gleiches gilt für die Stellenschaffungen. All diese Geschäfte bilden ein Paket und ich denke, der Gemeinderat wird dies nächstes Jahr anders präsentieren...

Der Gemeinderat wurde überrascht von der Tiefe der Wirtschaftskrise. Vor einem Jahr schlug der Gemeinderat vor, den Steuersatz um einen halben Steuerzehntel zu



senken. Grundlage bildeten Berechnungen, wonach die CHF 3 Mio. durch ergriffene Massnahmen finanziert werden. Das Budget 2010 beweist, dass unsere Angaben zutreffend waren. Niemand hat aber zu diesem Zeitpunkt daran gedacht, wie dramatisch und schnell sich die Wirtschaftslage verschlechtern würde. Als der Gemeinderat sich diesen Frühling an den Budgetierungsprozess machte, wurde er äusserst negativ überrascht von der Entwicklung insbesondere bezüglich der Steuersubstanz bei den juristischen Personen. Ich sage es nochmals: Der Gemeinderat war froh, dass das Reglement über die Spezialfinanzierung Steuern juristische Personen (SGR 660.91) eine gewisse Sicherheit verlieh, sodass bei den Steuern eine optimistischere Schätzung möglich wurde. Ich bin froh, dass der Regierungsstatthalter der Einschätzung des Stadt- und Gemeinderats über diese Spezialfinanzierung gefolgt ist. Ansonsten hätte sich das Budget nochmals um CHF 6 bis 8 Mio. verschlechtert. Dies muss klar gesagt sein! Bei den Steuereinnahmen wurde sehr optimistisch budgetiert! Gerade jetzt, wo sich die Stadt in dieser wirklich schweren, ja schwierigsten Situation in den letzten 15 Jahren befindet, hat der Gemeinderat diejenigen Massnahmen umzusetzen versucht, die kurzfristig wirksam und möglich waren (insbesondere ohne Verträge oder die gesetzlichen Bestimmungen zu ändern, respektive nicht einhalten zu können). Diese Massnahmen betrafen also Leistungen, die freiwillig erbracht werden, somit keine Verpflichtung besteht und so Einsparungen resultierten. Der Gemeinderat hat einen Stellenstopp verfügt und lineare Kürzungen beim Sachaufwand vorgenommen, und zwar überall dort, wo dies kurzfristig möglich ist. Dieses Paket hat Einsparungen in der Höhe von rund CHF 3 bis 4 Mio. erbracht.

Es ist vielleicht der Fehler des Gemeinderats, dass er dies nicht als Gesamtpaket eingebracht hat, aber das Vorgehen wurde eingehend umschrieben. Die Geschäfte sind eins nach dem anderen traktandiert und der Stadtrat muss sich am Schluss überlegen, ob er tatsächlich ein Defizit von CHF 22 Mio. vertreten kann. Der Gemeinderat kann dies jedenfalls nicht. Ich mache sie ernsthaft darauf aufmerksam, ob diesfalls nicht diskutiert werden müsste, die Steuern zu erhöhen! Falls alle vom Gemeinderat vorgeschlagenen Sparmassnahmen nicht bewilligt werden und daraus ein Defizit resultiert, müssten Sie sich konsequenterweise die Frage stellen, ob die Steuern zu erhöhen sind! Um diese Diskussion kommen Sie diesfalls nicht umhin. Ich bin äusserst enttäuscht darüber, dass die GPK in keiner Art und Weise, nicht einmal ansatzweise Vorschläge und Überlegungen angestellt hat, wie die vom Gemeinderat vorgeschlagenen Sparmassnahmen kompensiert werden könnten. Es reicht nicht, alle Vorschläge des Gemeinderats nieder zu machen, ohne selber konstruktive Vorschläge einzubringen! Wir sind gemeinsam für die Finanzen der Stadt Biel verantwortlich. Dementsprechend ist es so, dass wenn der Gemeinderat Vorschläge macht und diese für falsch befunden werden (auch wenn dies politisch Sinn macht), dass diese Personen und Gremien auch verpflichtet sind, alternative Vorschläge zu unterbreiten.

Ich muss Ihnen sagen, dass der Gemeinderat innert dieser kurzen Frist nicht in der Lage war, dem Stadtrat Vorschläge über die hier vorliegenden hinaus zu machen. Falls wir dies gekonnt hätten, hätten wir es getan! Ich wiederhole noch einmal: Jeder Franken der dieses Jahr mehr ausgegeben wird, muss in den nächsten Jahren doppelt eingespart werden! Dies als eigentliche Eintretensdebatte zum Budget. Denn dieses Geschäft ist, wie die vorher behandelten Stellenschaffungen, Teil des Budgets. Selbstverständlich wird der zuständige Gemeinderat, Herr Moeschler, sich

noch zu diesen Fragen äussern. Der Gemeinderat kann sich durchaus vorstellen, dem Stadtrat angenehmere Geschäfte zu unterbreiten. Die Wirtschaftslage ist aber leider so, und es wird länger als ein einziges Jahr dauern, bis sich die Finanzen wieder stabilisieren. Die Stadt Biel hat aber zu wenig Reserven, um über Jahre hinweg die Situation zu überstehen, ohne dass zusätzlich Massnahmen getroffen werden. Dies zeigt auch die Finanzplanung. Ich war sehr stolz, als ich heute in Luzern schwarz auf weiss sehen konnte, dass die Stadt Biel die im städtischen Vergleich schweizweit tiefsten Passivzinsen aufweist. Das bedeutet, dass die Stadt gut daran getan hat, das Geld nicht den Banken zu geben, um darauf Zinsen zu entrichten, sondern dass sie haushälterisch mit ihren Mittel umgegangen ist und nicht unnötig Schulden gemacht hat. Es ist die Pflicht und Schuldigkeit der Finanzdirektion, diese Situation auch beizubehalten.

Es wurde von Herrn Grünenwald gesagt, dass die Stadt grosse Projekte vorantreibt: Die Stadien, das Projekt Esplanade. Davon habe ich auch gehört! Meine Damen und Herren: Diese Projekte wurden alle so aufgeführt, dass sie am Schluss Geld einbringen! Allein beim Projekt Esplanade erhofft sich der Gemeinderat Einnahmen von mehreren Millionen Franken aus dem damit zusammenhängenden Immobilienverkauf sowie Kosteneinsparungen aus den sich ergebenden Synergien innerhalb der Verwaltung! Die Stadien wurden so ausgestaltet (die Abrechnungen haben Sie gesehen!), dass sie die aktuelle Finanzsituation nicht belasten! Bei allen Projekten hat der Gemeinderat versucht, die finanzpolitische Situation zu verbessern! Dies ist eine Realität! Ich würde es schade finden, wenn diese Projekte, welche die Stadt weiterbringen sollen, nun in Frage gestellt werden, weil im Budgetierungsprozess schwierige Entscheide getroffen werden müssen. Selbstverständlich ist der Stadtrat aber frei. Der Gemeinderat hat seine Vorschläge präsentiert, und ich muss dies hier einfach sagen: Nächstes Jahr werden an dieser Stelle wesentlich schwierigere und einschneidendere Vorschläge zu diskutieren sein als die heute vorliegenden! Heute Abend handelt es sich damit quasi um das "Vorspiel" und mir bereitet es Sorge, mit welcher Lockerheit der Stadtrat mit dieser Situation umgeht und mit welcher Grosszügigkeit all diese Vorschläge des Gemeinderats, notabene ohne Gegenvorschläge, vom Tisch gefegt werden. Dies bedeutet wiederum, dass der Gemeinderat die GPK im Rahmen des Budgetierungsprozesses für das Jahr 2010 rechtzeitig kontaktieren muss und sie auf die Dramatik der städtischen Finanzlage hinweist. Es ist auch an ihr, Vorschläge zu erarbeiten! Ich hatte dieses Jahr das Gefühl, dass die GPK nur gerade geprüft hat, wo der Gemeinderat Einsparungen erzielen wollte, um dies umgehend wieder rückgängig zu machen. So wie die GPK dies macht, geht es nicht! Die Stadt Biel hat echte Schwierigkeiten zu bewältigen und dies geht nur gemeinsam. Es geht nicht an, dass man sich gegenseitig ausspielt! Die Situation ist ernst und darum muss der Stadtrat auch Verantwortung übernehmen! CHF 100'000.- hier und CHF 250'000.- da, weitere CHF 150'000.- hier - meine Damen und Herren: Dies macht rasch eineinhalb bis zwei Millionen Franken aus! Jährlich ergäbe dies somit Einsparungen von CHF 4 Mio.! Dies müssen Sie sich bewusst machen! Es geht hier um sehr viel und wenn es so weiter geht, wird der Gemeinderat spätestens nächstes Jahr nicht umhin kommen, Steuererhöhungen zu beantragen. Der Gemeinderat kann der Stadtkasse solche Belastungen nicht auf längere Zeit hin zumuten.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Beaucoup de personnes se sont demandées, ce qui pouvait pousser le

Conseil municipal à faire une proposition aussi impopulaire. Les déclarations des Conseillères et Conseillers de ville le démontrent. Qu'est-ce qui a pu pousser le Conseil municipal à mettre ainsi la tête sur le billot? Est-il trop naïf? N'a-t-il pas imaginé que ça pourrait se passer ainsi? Vous le pensez bien, nous le savions, alors pourquoi? Au départ, nous ne parlons pas de la suppression du rabais aux personnes âgées, nous parlons de la suppression du rabais supplémentaire municipal, accordé aux personnes âgées.

Dans les villes bernoises, les communautés tarifaires, réglées par les dispositions cantonales, accordent un rabais de 22% aux personnes âgées. Il s'agit ici d'une réduction supplémentaire. Je rappelle qu'il y a environ dix ans, les mêmes personnes âgées recevaient, à chaque Noël, une allocation spéciale de la Ville d'environ 200 fr., si je me souviens bien. Elle a été supprimée par le Conseil de ville. Monsieur Stöckli a rappelé tout à l'heure quelle est la situation financière. Dans cette situation financière, la tâche du Conseil municipal est d'examiner toutes les possibilités, de maintenir la marge de manœuvre de la Ville, c'est-à-dire sa capacité d'agir dans les secteurs de développement de la Ville dans les secteurs, qui correspondent aux besoins actuels de la population. Nous avons entendu de la part de différents Conseillers de ville, des plaidoyers vibrants, voir très vibrants, en particulier de la part de Monsieur Ogi. Il a rappelé et cela m'a fait plaisir, la mission de la gauche à ce sujet. Il a remis en cause le Conseil municipal de gauche. Je tiens à dire que le rôle du Conseil municipal n'est pas le même que celui du Conseil de ville. Si la compétence de décider de cette allocation était celle du Conseil municipal, peut-être que la décision sera différente. Par contre, la mission du Conseil municipal est de placer le Conseil de ville devant ses responsabilités et devant des choix. Ce choix est, de décider si oui ou non cette allocation reste une des tâches de la Ville. Cette allocation repose sur une base juridique inexistante. Il y a eu une décision du Parlement en 1992 et elle était valable pour une année. Elle a ensuite été répétée pour deux ans. Elle n'a plus jamais été renouvelée. Il n'y a donc aucune base à cette allocation. Si nous souhaitons la maintenir, il faut lui accorder une base, mais d'abord vous devez décider de la maintenir.

Je disais tout à l'heure, qu'il faut accorder la priorité au domaine d'action de la Ville, qui correspond à ces préoccupations actuelles. Je rappelle: les nécessités de l'action sociale, les nécessités de la politique de réinsertion professionnelle, dont nous avons parlé tout à l'heure, les besoins de la politique de prévention auprès de la jeunesse, la politique de la famille, sur laquelle le Conseil de ville a souvent insisté par le financement des structures d'accueil extrafamilial. Nous avons eu, de la part du Conseil municipal, des injonctions de créer des structures d'accueil, pendant les vacances, entièrement à la charge de la Ville.

Le Conseil municipal a l'ambition de mettre sur pied une politique du 3<sup>ème</sup> âge active, qui correspond aux besoins de la société de 2010. Ces actions sont-elles possibles? La Ville a-t-elle les moyens de cette politique? Pour avoir les moyens de cette politique, la Ville ne doit-elle pas soumettre à la réflexion l'ensemble de ces dépenses actuelles? La Ville ne doit-elle pas revoir toutes les décisions, qu'elle a prises par le passé et voir à quelles intentions ces décisions correspondaient et à quels contextes elles correspondaient? Ces intentions et ce contexte existent-ils encore aujourd'hui? En ce qui concerne la politique sociale, la décision d'accorder ce rabais a été prise à une époque, où les communes menaient leur propre politique sociale et décidaient

d'accorder des allocations ici et là. Depuis lors, l'ensemble de la politique sociale a été confiée aux Autorités fédérales, en ce qui concerne la politique du 3<sup>ème</sup> âge (AVS, rentes complémentaires) et aux Autorités cantonale ou à l'ensemble des cantons, en ce qui concerne l'aide sociale individuelle. Rien n'est resté au niveau communal. Finalement, c'est assez juste, puisque pour que chaque niveau institutionnel puisse agir avec efficacité et pour que les moyens financiers à disposition (de toute façon insuffisants), puissent être utilisés avec la plus grande rigueur et la plus grande efficacité. Il faut que chacun se concentre sur les tâches, qui sont les siennes et non pas, qu'il paye avec ses deniers, les tâches des autres. C'est cette réflexion, qui a poussé le Conseil municipal, entre autre, à faire cette proposition. Si le Canton trouve que 22% de rabais pour les personnes âgées est suffisant et que les citoyens de ce Canton trouvent que c'est insuffisant, il faut s'adresser au Canton et aux communautés tarifaires, pour augmenter le pourcentage de 22% à 33% ou à 50%. Il ne faut pas demander à la Commune de financer ce qui devrait être financé par le Canton. Je sais que ces questions structurelles sont austères et ennuyeuses et que l'on préfère les oublier rapidement.

Nous, en tant que Conseil municipal, ne pouvons pas faire cela. Nous devons vous dire qu'elle est l'organisation des autorités et quelle est la répartition des tâches entre les différents niveaux. Je le répète, la politique sociale du 3<sup>ème</sup> âge est une politique cantonale et fédérale. La politique des transports et des rabais est une politique cantonale. Pour maintenir la marge de manœuvre municipale, dans les secteurs d'actions sociales et de gauche, il faut oser la réflexion, même quand elle est très impopulaire. Le verdict de ce soir est connu d'avance. Sur cette base, nous saurons si oui ou non le Conseil de ville considère, que d'accorder un rabais, est une tâche communale. Alors, nous devons élaborer les tâches réglementaires nécessaires.

Une personne a demandé pourquoi nous voulions économiser à cet endroit car c'est la dernière des économies que nous devrions faire. Lorsqu'une mesure aussi impopulaire est proposée, c'est par désarroi. Les différents domaines du budget, en particulier les domaines du budget de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, sont tous contraignants et imposés par un autre niveau que le niveau municipal ou par le niveau municipal, dans des dispositions contractuelles durables, c'est-à-dire: l'aide sociale par les lois sociales, l'école par les lois scolaires, le domaine de la culture par des contrats de nombreuses années. Cherchez dans le budget de cette Direction un domaine ou une dépense, où il y a encore une marge de manœuvre? Le signal, qui vous est donné ce soir, est que la marge de manœuvre n'existe presque pas. Deux domaines sont mentionnés ce soir. Ce sont les rabais pour les abonnements des transports publics et l'aide aux médias, les autres ne sont pas mentionnés. Lorsque nous nous trouvons dans une telle situation, nous devons avoir le courage de nous poser la question du lien entre les tâches de la Municipalité et les ressources, c'est-à-dire la question du taux d'imposition, qui à toute évidence, à l'examen de cette proposition, est insuffisant.

Encore une fois, le Conseil municipal fait cette proposition car il n'y a pas de tabous et parce que vous êtes responsables de définir les tâches de la Ville. Vous avez le choix de décider si ce rabais doit être maintenu ou non. Le Conseil municipal vous prend au sérieux. C'est pour cette raison qu'il vous demande de décider dans votre champ de compétences et il ne traduit pas les idéaux de la gauche, Monsieur Ogi.

**Liechi Gertsch Teres, GPK:** Wenn ich die beiden Herren Gemeinderäte wäre, hätte ich das Geschäft zurückgezogen, ohne solch befremdliche Voten abzugeben. Es verleidet mir, wie die GPK desavouiert wird. Der Gemeinderat präsentiert einen Vorschlag, von dem er genau weiss, dass er vom Parlament nicht akzeptiert wird. Die Vorstellung des Vorschlags war zynisch. Der GPK wird vorgeworfen, sie gehe zu locker mit diesem Geschäft um. Niemand kann belegen, dass das Budget mit einem Defizit von CHF 19,87 Mio. in Ordnung sei und mit einem von CHF 20,5 Mio. nicht. Der Gemeinderat verlangt, dass die GPK sich mit ihm zusammensetzt und Lösungen bringt. Immer wird die GPK zum Strafexerzieren eingeladen, wenn sie sich dem Gemeinderat widersetzt. Im Grundsatz ist die GPK ein Gremium, welches sich zum Gemeinderat loyal verhält. Die meisten Geschäfte werden durchgewunken und positiv beurteilt. Die GPK dankt dem Gemeinderat regelmässig, sie hebt hervor, was an den Geschäften gut ist. Aber jedes Mal, wenn sie sich für ein Gegenvotum entscheidet, sagt der Gemeinderat, die GPK sei zu locker und er müsse mit der GPK zusammensitzen. Als es zum Beispiel bei der Residenz Au Lac darum ging, warum die Verfahren nicht rechtzeitig eingeleitet wurden, hielt der Gemeinderat es nicht für nötig, die GPK zu informieren. Aber wehe, die GPK wehrt sich einmal gegen einen gemeinderätlichen Vorschlag!

Bestimmt ist es nicht so, dass die Stadt Biel zu Grunde geht, wenn das Budgetdefizit etwas höher ausfällt. Die GPK hat ihre Anträge sehenden Auges gemacht. Sie kann auch rechnen und sie weiss, wieviel höher das Budgetdefizit ausfallen wird. Die GPK ist der Meinung, die Bandbreite ist vertretbar. Ich wäre froh, wenn wir bei der Budgeteintretensdebatte unter Punkt 8 wieder mit Respekt miteinander umgehen könnten.

**Grünenwald Samuel, UDF:** J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les plaidoyers de notre Directeur des finances, Hans Stöckli ainsi que ceux de Pierre-Yves Moeschler, Directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. Ils ont dit plus clairement, ce que j'avais dit précédemment. Monsieur Stöckli rend le Conseil de ville attentif au fait qu'il est responsable des finances de la Ville. Il a des soucis et je le comprends. Nous ne sommes pas dans une bonne période et nous ne sommes pas prêts d'en sortir. Monsieur Stöckli argumente, que chaque montant, que nous accordons en supplément par rapport au budget, lui cause des soucis. Lorsqu'il nous menace d'une augmentation des impôts, nous pourrions aussi dire, que c'est au Conseil de ville et à la population de voter. Ces deux Messieurs ont bien accentué sur le fait, que nous sommes responsables de ces finances, aussi bien que le Conseil municipal. Le Conseil de ville a voulu, en 1992, augmenter le rabais de 22% à 48%! C'est un beau et généreux geste et je le soutiens totalement. Il faut faire la politique du porte-monnaie que l'on a et pas de ce que l'on n'a pas! Là, je comprends très bien le Conseil municipal.

Le Conseil municipal peut faire des économies à d'autres endroits dans le budget 2010. Monsieur Stöckli, vous saurez où économiser ailleurs. Vous avez été loué de vos compétences, ce soir. Il y a quelques années, je me souviens vous avoir dit, Monsieur Stöckli, que vous étiez très bon jongleur, car vous connaissez la matière. C'était peut-être un peu péjoratif! Je comprends votre souci, mais je sais aussi, que vous êtes capable, si vous avez quelques francs de plus au budget, de pouvoir les économiser ailleurs. Merci.

**Magnin Claire, Les Verts Bienne:** Il est vrai que nous avons une responsabilité par rapport aux finances. Nous devons pondérer deux éléments: les besoins de la population et les finances. Notre position est de modérer. Je crois que dans cette situation, nous avons essayé de pondérer. En 1992, lorsque cette subvention a été acceptée, elle n'a pas été attribuée uniquement par pure générosité. Il y avait des besoins et ils ont été mis en avant, afin que cette subvention soit décidée. Ces besoins ont-ils changés aujourd'hui? Le Conseil municipal ne nous donne pas cette réponse.

Le Canton gère et pilote. Les communes et les municipalités ont la possibilité de renforcer un certain nombre de mesures sociales, sinon il faut immédiatement retirer les 800'000 fr. destinés au soutien aux structures d'accueil extrafamilial. J'aimerais bien parfois que le Conseil municipal cesse de se cacher derrière le Canton, comme le Major Davel derrière son caquelon à fondue!

**Grünenwald Samuel, UDF:** J'ai deux questions à poser à Monsieur Moeschler:

- Étant donné que c'est le Canton qui gère, qui décide du montant que la Ville peut attribuer?
- Si la Ville supprime ses prestations, les personnes bénéficiant des allocations spéciales et étant en-dessous du minimum vital, pourront-elles demander une augmentation de leurs prestations complémentaires ou de leurs allocations spéciales?

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Pour répondre à Monsieur Grünenwald, les prestations complémentaires sont décidées au cas par cas. Par contre, les besoins de transport, au sens d'un abonnement général des transports, ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des besoins fondamentaux de la personne, par rapport aux rentes complémentaires. J'ai encore une remarque à faire par rapport à ce que Madame Magnin a dit, concernant le fait de se cacher derrière le Canton. Il n'est pas question de se cacher derrière le Canton, mais il s'agit de permettre au Conseil de ville de définir la position de la Ville. Si le Conseil de ville décide, aujourd'hui, qu'il s'agit d'une tâche municipale, elle devient une tâche municipale. Vous consolidez ainsi une décision prise en 1992. Cette décision avait été prise de manière extrêmement faible. Comme je vous l'ai dit, la base réglementaire n'existe pas aujourd'hui. Il faut décider, non seulement, de maintenir le montant au budget, mais de confier au Conseil municipal la préparation d'une base réglementaire plus solide. C'est à vous de décider de faire quelque chose en plus de ce que le Canton prévoit.

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 11 septembre 2009, le Conseil de ville **arrête:**

L'abolition de la réduction du prix d'abonnement de la Communauté tarifaire est rejetée.

**211. 20090077 Adaptation de l'art. 15 du Règlement de l'entreprise municipale non autonome Energie Service Biel/Bienne (Règlement ESB; RDCo 741.1) / Création d'une base règlementaire pour la taxation des installations d'extinction**

**Grivel Pierre-Yves, au nom de la Commission de gestion:** Dans sa séance du 4 juin 2009, le Conseil de ville a renvoyé cet objet en demandant à ESB certains compléments d'information et des réponses aux questions posées par quelques Conseillers de ville. La situation initiale vous est connue et je vous la résume.

Nous discutons de l'état du compte de l'eau. Les prescriptions cantonales réglementent l'autofinancement des services des eaux de telle sorte que ceux-ci couvrent, par principe, leurs frais en percevant les taxes prévues par la loi. Il ne peut être fait de bénéfice ou de déficit. Depuis 2006, le résultat du compte de l'eau a chaque fois été négatif. Les réserves sont épuisées. Le domaine de l'eau est devenu déficitaire pour deux raisons principales dont la première est le programme de remplacement des conduites (de gaz) en fonte grise. Les travaux de grandes envergures ont été entrepris. La deuxième raison est due aux économies d'eau. Environ 90% du coût de l'eau se constitue de frais fixes. Les recettes ont donc baissé proportionnellement à la réduction de la consommation, bien que les tarifs de l'eau n'aient pratiquement pas changé.

Le Conseil municipal doit donc adapter les tarifs, afin de pouvoir satisfaire aux prescriptions cantonales. On n'y échappe pas. Dans sa réflexion, le Conseil municipal a constaté que les coûts à la charge de la Ville de Bienne pour le montage d'installations de gicleurs sont englobés dans les frais fixes et sont, jusqu'ici, en majeure partie financés par la collectivité. Logiquement on peut donc se poser la question: comment pourrait-on faire autrement? Les entreprises ne pourraient-elles pas indirectement apporter leur contribution? La proposition vous est donc faite, sous la forme d'une modification de l'article 15 du Règlement ESB, permettant au Conseil municipal d'introduire une taxe d'eau d'extinction, resp. une taxe pour les installations de gicleurs proportionnelle et conforme au principe de causalité, qui pourrait générer des recettes de quelque 400'000 fr. par an, permettant ainsi de réduire d'environ 20% les hausses de tarif prévues pour la collectivité. Nous pouvons aussi relever, que les entreprises qui effectueront ces changements payeront cette nouvelle taxe et bénéficieront d'une réduction de prime auprès des assurances immobilières.

Trois réclamations avaient été faites à l'époque:

- Manque de transparence dans les comptes ESB.
- Aucune trace de la nécessité de cette mesure.
- Moment psychologique mal choisi car la crise touche tout le monde, y compris les entreprises et les contribuables.

Dans ce nouveau rapport, des commentaires ont été apportés, sous la forme d'un tableau modifié et plus explicite au sujet des chiffres. Il est expliqué: que la conformité technique, surtout en ce qui concerne la puissance de raccordement, est certifiée par l'Institut Suisse de Promotion de la Sécurité à Neuchâtel, qu'il en résulte une taxe pour gicleur annuelle moyenne de 7'600 fr., que sur les 50 installations de gicleurs, 45 ont été installées par des grandes entreprises industrielles ou grandes surfaces (je ne donnerai pas de nom ici). La terminologie a été précisée. Il ne faut pas confondre un

hydrant (borne d'incendie) avec une installation d'extinction (gicleurs). Il faut savoir que les installations d'extinction se trouvent dans un local, dans un endroit, dans un seul étage ou dans une seule entreprise. Il ne s'agit pas d'un hydrant qu'il faut installer. L'entreprise ne se voit pas facturer, ni la conduite d'alimentation, ni l'adaptation des infrastructures amenant l'eau dans l'entreprise. Des renseignements complémentaires se trouvent dans le rapport, tels que: des précisions sur les décomptes de l'eau et les clés de répartition entre les différents secteurs, la quote-part des frais généraux ESB dans les différents secteurs d'activité. ESB s'est efforcée de répondre aux questions posées lors de la séance du Conseil de ville du 4 juin 2009, dans un souci de transparence. J'ai participé à de nombreuses séances chez ESB, à la Direction de la sécurité et à la Commission de gestion (où nous avons pu nous entretenir avec les trois directeurs et avons reçu un rapport détaillé complémentaire).

ESB est une entreprise sérieuse, mais très complexe dans ses fonctionnements. Elle cherche le contact et est à disposition pour répondre de ses actes. Sa direction est ouverte au dialogue, elle est efficace et fonctionne selon les principes de l'économie. Nous devons avoir confiance en elle et en ses dirigeants. Cela est fondamental, car nous sommes, ne l'oublions pas, que des miliciens et pas forcément des spécialistes de la branche, d'où cette confiance. Exerçons notre droit de regard, c'est un devoir et osons leur donner notre confiance.

L'eau est un élément émotionnel. Elle est à notre disposition tous les jours et elle nous fait vivre, au point qu'on l'oublie! Il faut payer et la question est: avec ou sans cette nouvelle taxe? Nous vous l'avons répété plusieurs fois, vous êtes responsables. Le Conseil de ville décidera tout à l'heure ce qu'il veut faire. Au nom de la Commission de gestion, je vous demande d'accepter le projet d'arrêté et les modifications apportées à l'art.15 du Règlement d'ESB. Merci.

**Habegger Hanspeter, Fraktion SVP plus:** Für die neue Vorlage möchte ich mich bedanken. Sie ist innovativer als der erste Vorschlag und stadtratswürdig. Die Fraktion SVP plus sieht einen Handlungsbedarf beim Wassertarif und kann nachvollziehen, dass der Gemeinderat eine Anpassung machen muss. Sie ist aber nicht einverstanden mit der Einführung einer Gebühr für Sprinkleranlagen. Eine solche Gebühr trüfe die Wirtschaft im dümmsten Moment. Viele KMU müssen mit einigen tausend Franken für diese Gebühren rechnen. Gemäss Bericht würden die KMU CHF 100'000.- von der Gebäudeversicherung bekommen. Dies ist aber sicher nicht korrekt. Die Gebäudeversicherung weiss auf jeden Fall nichts davon.

An der letzten Stadtratssitzung tauchten Fragen zu diesem Geschäft auf. Besonders wichtig war die Frage, weshalb die Wasserkosten in den letzten fünf Jahren um 36% gestiegen sind und die Gaskosten nur um 2%. Diese Frage wird auch in der zweiten Vorlage nicht beantwortet. Über die Kostensteigerung beim Wasser wurde zwar einiges gesagt. Diese sei vor allem durch die Übernahme der Wasserversorgung von Nidau entstanden. Aber über die Zunahme der Kosten von nur 2% beim Gas schweigt sich der Bericht aus.

Weitere Schritte sprechen für sich. Wenn etwas versteckt werden soll, das vielleicht kritisch hinterfragt werden könnte, wird dem Parlament eine Wischiwaschi-Vorlage präsentiert. Dies ist auch bei der neuen Fassung des Budgets ersichtlich. Der Stadtrat



hat gar keine Möglichkeit, die Bereiche Gas, Wasser und Elektrizität im Detail zu prüfen und zu vergleichen. Dies ist eine Möglichkeit, Volk und Parlament zu neutralisieren. Der ESB gehört der Stadt und das heisst allen BürgerInnen. Dies sollte ein guter Grund sein, dieses Geschäft transparent und sauber zu präsentieren. Die Fraktion SVP plus empfiehlt nach wie vor, diese Vorlage abzulehnen.

**Wiederkehr Martin, Fraktion SP:** Für die Fraktion SP ist dieses Geschäft an und für sich nicht einfach, in der Konsequenz aber schon. Es bestehen Mehrkosten, welche unter anderem dadurch verursacht werden, dass Leitungen gebaut werden müssen, weil Sprinkleranlagen benötigt werden. Diese Mehrkosten sollten gedeckt sein. Wie dies der Gemeinderat aufzeigt, gibt es dazu folgende Möglichkeit: Die Allgemeinheit kann bezahlen. Dies bedeutet höhere Gebühren für alle BürgerInnen. Solche Gebührenerhöhungen sind in den Augen der Fraktion SP nicht sozial. Gerade in der heutigen Lage, wenn von Wirtschaftskrise die Rede ist, treffen solche Gebühren das Haushaltbudget massiv. Diese Gebühren werden nicht durch den normalen Wasserverbrauch verursacht, sondern durch den Wasserbedarf von Grossbetrieben. Es sind nicht die KMU, die hier die grossen Kosten verursachen. Solche Grossbetriebe gibt es in Biel nicht viele, ich könnte sie wohl an meinen beiden Händen abzählen. Sie sollen die von ihnen verursachten Kosten auch übernehmen. Deshalb unterstützt die Fraktion SP den vom Gemeinderat vorgelegten Antrag.

**Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel:** Bereits am 4. Juni hatte ich das Vergnügen, im Namen der Fraktion Grüne Biel zum Bericht "Schaffung einer Gebühregrundlage für Löschanlagen" Stellung zu nehmen. Ich danke dem Gemeinderat für das jetzt sehr fundierte Dokument. Ich sehe nicht, warum die SVP von einer Wischiwaschi-Vorlage spricht. Wenn immer noch nicht verstanden wurde, wodurch diese Kosten generiert werden, könnte man sich auch direkt informieren lassen.

Ich kann nur noch einmal wiederholen, dass die Fraktion Grüne Biel diesem Geschäft nach wie vor zustimmt. Es basiert auf einer sehr fundierten Datenlage und es wird auch ersichtlich, dass eine finanzielle Schiefelage korrigiert werden muss. Notabene ist diese Schiefelage genau unter der Direktion dieser Kreise entstanden, welche die Vorlage nun bemängeln.

Der ESB folgt bei der Einrichtung von Sprinkleranlagen und deren Zuleitungen den Sicherheitsanforderungen der entsprechenden Zertifikationsstelle, welche genau vorschreibt, wie diese zu erstellen sind. Dies hat entsprechende Kostenfolgen. Es stellt sich nun die Frage, wer diesen Aufwand bezahlen soll. Es gibt zwei Möglichkeiten, wie bereits mein Vorredner gesagt hat. Entweder bezahlen die Betreiber der Anlage, welche von einer erhöhten Sicherheit und von verbilligten Versicherungsbeiträgen profitieren. Oder die ganze Bevölkerung zahlt zusammen mittels einer Gebührenerhöhung von rund 20%. Es geht hier nicht darum, dass eine Präventionsmassnahme bestraft wird. Tatsächlich werden die Unternehmen belohnt, wenn sie diese Massnahmen ergreifen. Die Fraktion Grüne Biel ist für das Verursacherprinzip und dagegen, dass Anlagen, welche primär im Interesse von Privaten betrieben werden, durch die Öffentlichkeit bezahlt werden sollen. Deshalb lade ich den Stadtrat dazu ein, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen.

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Auch die Fraktion GLP spricht sich konsequent für Kostenwahrheit und Transparenz aus. Aus diesem Grund stimmt sie diesem Geschäft zu.

**Despont Marc, au nom du Groupe Forum:** Cet objet concerne aussi un peu le budget. Le seul point positif est: si le Conseil de ville n'accepte pas l'adaptation de l'art. 15 du Règlement ESB, le Conseil municipal a déjà trouvé la solution pour combler le manque à gagner en augmentant un peu plus le prix de l'eau pour tous les citoyens. Le Groupe Forum est divisé concernant cet objet. Une petite majorité est en faveur de cette taxe. Le prix de l'eau doit augmenter en 2010, c'est incontesté. Nous les bourgeois, ne sommes pas en faveur de nouvelles taxes. Dans le cas présent, la question est: qui doit payer pour ces frais supplémentaires? Toute la population ou les personnes concernées? De nos jours, chaque locataire doit payer les charges, en fonction du décompte établi par le propriétaire de l'immeuble. Die Kosten werden heutzutage verursachergerecht verrechnet.

En conséquence, nous devrions accepter cette modification du Règlement ESB sans discuter. La situation n'est pas si simple. Il y a quelques remarques à faire. En principe, presque personne n'investit volontairement dans une installation de gicleurs, car elle est généralement imposée. L'économie de primes de l'assurance immobilière n'est de loin pas aussi élevée, que celle mentionnée dans le rapport (100'000 fr.). Cette somme est peut-être calculée sur une durée de 15 ou 20 ans, mais pas sur une année. Une telle installation est chère et doit être entretenue. L'eau de rinçage des conduites de raccordement doit être payée. Ces travaux doivent se faire annuellement ou mensuellement, cela dépend de la grandeur de l'installation. À Bienne, le maître d'œuvre paye la conduite de raccordement sur son terrain, c'est clair. Généralement, il y a aussi le reste de l'eau consommée dans l'immeuble qui passe par cette conduite. Si la conduite sous la route est trop petite, la Ville n'est pas obligée de mettre une conduite plus grande. Je doute, qu'à la rue Centrale, la Ville ait mis une conduite plus grande, à cause d'un grand magasin. La conduite était déjà assez grande. Si la Ville ne veut pas payer une nouvelle conduite, elle prie le propriétaire concerné d'installer un groupe de surpression et ainsi, il n'y a pas besoin d'augmenter le diamètre de la conduite. Il faut savoir, qu'à Bienne, la Ville viabilise ses terrains, sans demander de contributions aux nouveaux propriétaires et utilisateurs. C'est bien pour la promotion économique de la cité mais pas pour le porte-monnaie d'ESB. C'est noté dans le rapport, mais de manière opaque.

Faut-il punir, par des taxes, les entreprises qui investissent pour la protection des personnes, des immeubles et des marchandises ? Nous pouvons en discuter longtemps. Dans le Canton de Vaud, une grande entreprise, qui désirait s'établir dans une commune, a été priée de payer 80'000 fr., pour financer le raccordement de l'installation de gicleurs. Qu'a fait l'entreprise? Elle a informé la commune, que si elle désire que l'entreprise s'établisse dans la localité, paye des impôts et mette à disposition des places de travail, il fallait trouver un terrain d'entente. C'est ce qui a été fait.

À Bienne, le Parking de la Gare a une installation de gicleurs. Les gicleurs occasionnent aussi des frais pour la collectivité, donc pour la Ville de Bienne. Je clos l'argumentation, car un montant de 400'000 fr. est une relative petite somme, par

comparaison au budget global d'ESB. Nous ne voulons pas perdre trop de temps à discuter. D'après ce que j'ai entendu, le résultat du vote sera assez clair.

Si on prend en considération ces 400'000 fr. avec la consommation annuelle de la Ville de Bienne, qui représente environs 4'700'000 m<sup>3</sup> par année, cela représenterait, pour tous les citoyens, une augmentation 8 ct/ m<sup>3</sup>. Huit centimes fois quatre millions, cela donne environs ces 400'000 fr. Ce que je ne comprends pas dans la table de rapport, c'est que l'on nous indique deux prix. Un prix sans cette taxe et un prix avec la taxe. Je trouve le calcul pas très social. J'arrive à huit centimes et si l'on calcule la différence, le Conseil municipal arrive entre 38 et 62 centimes, selon le nombre de personnes dans le ménage. Je ne pense pas que l'on pourra me donner de réponse et finalement, cela ne m'intéresse pas.

Pour le Groupe Forum, c'est difficile, avec ces informations et toute cette réflexion faite, de se prononcer et de donner un préavis de vote au Conseil de ville. Dans notre groupe, chacun votera en fonction de son avis personnel et c'est également ce que le Groupe Forum vous propose. Merci de votre attention.

**Kaufmann Stefan, FDP:** Bereits am 4. Juni 2009 war ich gegen diese Vorlage und ich bin es immer noch. Ich möchte dem Stadtrat ein paar zusätzliche Argumente liefern. Eines ärgert mich wirklich. Ich sagte es bereits im Juni: die CHF 100'000.- Prämie einsparung, welche im Bericht erwähnt werden, stimmen nicht. Die Aussage der GVB ist: *"Prämie einsparungen durch die Installationen einer Sprinkleranlage von mehr als CHF 100'000.- sind der GVB nicht bekannt."* Und dann schreibt die GVB weiter: *"Der Bericht des Gemeinderates an den Stadtrat ist nicht korrekt."* Wie bereits im Juni habe ich auch heute weiterhin Mühe mit dieser Aussage. Die GVB sagt, die Installation von Sprinkleranlagen diene vor allem dem Schutz der Personen, die sich im Gebäude aufhalten. Sie versucht, GebäudeeigentümerInnen zu motivieren, Sprinkleranlagen zu installieren. Was tut nun der Stadtrat? Er bestraft alle, welche eine Sprinkleranlage installieren, mit einer Gebühr. Ist das sinnvoll? Die ganzen Bemühungen, welche die GVB in der Prävention und im Personenschutz macht, werden durch eine Gebühr vernichtet. Ich frage mich, ob alles über die Finanzen geregelt werden muss. Ich bin auch für Kostenwahrheit und Transparenz. Jedoch zweifle ich daran, dass wirklich alle Kosten, die hier auf die Gebäudeeigentümer überwältigt werden sollen, wirklich durch die Sprinkleranlagen verursacht werden. Unter Umständen werden den Unternehmungen Kosten aufgebürdet, welche eigentlich durch die Allgemeinheit verursacht werden. Ist denn das in Ordnung? Ich empfinde dieses Geschäft als sehr wirtschaftsfeindlich und als eine grosse Schwächung des Wirtschaftsstandortes Biel und ich werde es ablehnen.

**Arnold Marc, SP:** Mich stört an dieser Vorlage, dass der Stadtrat hier indirekt einer Tarifierhöhung für Haushalte zustimmt. Der Gemeinderat sagt, wenn der Stadtrat den Gebühren für Sprinkleranlagen nicht zustimme, dann falle die Tarifierhöhung bei den Haushalten noch höher aus. Deshalb bin ich fast gezwungen, jetzt auf die Sprinkleranlagen einzugehen. Der Gemeinderat sagt, die Sprinkleranlagen verursachten Investitionen. Es brauche grössere Leitungsdurchmesser, Pumpwerke, Reservoirs etc. Weiter hinten sagt er, es gehe um 50 Sprinkleranlagen. Bis die Feuerwehr vor Ort ist, benötigt eine Sprinkleranlage gegen 300 volle Badewannen Wasser. Jetzt muss man wissen, dass die alte Infrastruktur für 100'000 EinwohnerInnen ausgelegt war. Heute haben wir etwas mehr als die Hälfte. Ich kann

mir kaum vorstellen, dass durch den Verbrauch dieser 300 Badewannen das Wassernetz zusammenfällt, vor allem auch, weil diese Firmen ja gar nicht alle am gleichen Ort angesiedelt sind. Bei der Jurintra in Mett stehen mehrere Flachbauten und drei Hochhäuser. Um diese zu bewirtschaften, mussten in den sechziger Jahren extra ein Pumpwerk und ein Wasserreservoir eingebaut werden. Ich möchte vom Gemeinderat wissen, wo für diese 50 Sprinkleranlagen effektiv Strassen aufgerissen werden mussten, um grössere Leitungen zu verlegen. Wo mussten effektiv Wasserreservoirbecken vergrössert werden? Mir sind keine solchen Geschäfte bekannt. Strassen wurden im Zusammenhang mit der Gasleitungserneuerung aufgerissen. Gleichzeitig wurden auch Wasserleitungen ersetzt. Klar werden in einem solchen Fall etwas grössere Leitungen verlegt, klar macht man die Pumpwerke etwas grösser. Das ist, wie wenn die Infrastruktur bei der EDV ausgewechselt wird. Für das gleiche Geld bekommt man mehr Leistung, warum sollte man dies also nicht tun? Aber wo mussten solche Anpassungen effektiv wegen den Sprinkleranlagen gemacht werden?

1999 habe ich eine Motion eingereicht, bei welcher es um die Wasseruhren ging. In meiner Motion forderte ich den Gemeinderat auf, die Neuausrichtung der Wassergrundgebühr auf der Basis des sogenannten Belastungswerksystems zu prüfen. Franz Koller von der FDP reichte einen ähnlichen Vorstoss ein. Dannzumal änderte der Gemeinderat das Wassergebührenreglement. Ich behauptete, dass die heutigen Defizite nicht von den Sprinkleranlagen herrühren. Einerseits hängen sie sicher mit dem Kauf des Nidauer Netzes zusammen, welches scheinbar marod war und jetzt erneuert werden muss. Andererseits antwortete der Gemeinderat 1999 wie folgt: Bei einem amtlichen Wert eines Einfamilienhauses von CHF 150'000.- musste früher eine Grundgebühr von CHF 225.- bezahlt werden. Dieser Betrag wurde auf CHF 400.- erhöht. Bei einem kleinen Einfamilienhaus mit einem amtlichen Wert von CHF 67'000.- wurde die Grundgebühr von CHF 100.- auf CHF 400.- erhöht. Bei einem Haus mit einem amtlichen Wert von CHF 4 Mio. wurde die Grundgebühr jedoch von CHF 24'000.- auf CHF 960.- gesenkt! Dies ist für mich nicht nachvollziehbar. Das heisst, nur um die Gebührenaufschläge dieses einen Hauses zu kompensieren, bräuchte es 132 zusätzliche kleinere Einfamilienhäuser!

Ich kann dem Gemeinderat nicht folgen, da mit dieser Vorlage indirekt die Haushalttarife erhöht werden. Deshalb werde ich das Geschäft ablehnen.

**Bösch Andreas, Grüne Biel:** Meines Erachtens kam von rechter Seite zu häufig das Wort "bestrafen". Die Firmen, welche eine Sprinkleranlage installieren, würden dafür bestraft. In meinem Wortschatz ist eine Bestrafung in diesem Sinn eine unrechtmässige Belastung. Im Falle einer Bestrafung muss mehr bezahlt werden, als eigentlich verursacht wird.

Für die Fraktion Grüne Biel war es von Anfang an sehr wichtig zu wissen, ob die CHF 400'000.- die Kosten effektiv decken, welche dem ESB durch diese Sprinkleranlagen verursacht werden. Die Verantwortlichen des ESB waren an einer GPK-Sitzung eingeladen. Die Frage der Kostendeckung wurde explizit gestellt. Die Antwort war, dass die CHF 400'000.- in etwa den Kosten entsprechen, welche durch Sprinkleranlagen erzeugt werden. Nun kann ich entweder mutmassen, dass ich belogen, oder davon ausgehen kann, dass mir die Wahrheit gesagt wurde. Wenn die Gebühr nicht eingeführt würde, würde man all diejenigen in der Stadt Biel bestrafen,

die ganz normal Wasser konsumieren und dann plötzlich 20% mehr bezahlen müssen für die Deckung von Kosten, die gar nicht durch sie verursacht wurden. Wer wird also bestraft?

**Baltzer Niklaus, SP:** Bei dieser Diskussion ging mir etwas durch den Kopf, das ich noch loswerden möchte. Ich weiss, dass in unserer Firma vor etwa fünf bis zehn Jahren grosse Diskussionen geführt wurden, weil ungeheure Wasserrechnungen bezahlt werden mussten. Es ging um rund CHF 0,5 Mio. pro Jahr. Als Konsequenz aus diesen hohen Kosten wurde ein interner Wasserkreislauf erstellt. Nun kühlt meine Firma mit Grundwasser. Dies könnte man als Ansatz verstehen, dass das Geld auch noch anderweitig geholt werden könnte.

**Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich möchte mich für die angeregte Diskussion in dieser zweiten Runde bedanken. Besonders danke ich dem GPK-Sprecher. Er hat das Geschäft nochmals so gut zusammengefasst, so dass ich das nicht mehr tun muss. Sicher war es hilfreich, die Eckpunkte nochmals zu hören. Der GPK und weiteren Sprechern möchte ich dafür danken, dass sie sich beim ESB erkundigt haben, um Fragen direkt zu klären. Es ist für den Stadtrat besser, seine kritischen Fragen zu stellen, als blind zu vertrauen. So kann er dann mit einem guten Gefühl ja sagen zum Geschäft. Es scheint so zu sein, dass die Fragen aus der ersten Vorlage nun beantwortet sind. Die GPK hatte noch Zusatzfragen und der Gemeinderat hat versucht, die wichtigsten Gründe, welche zu dieser Tarifierhöhung und zur Einführung der Sprinklergebühr führen, nochmals darzulegen. Für den Gemeinderat war es relativ einfach zu entscheiden, dass er nochmals mit der gleichen Vorlage vor den Stadtrat treten würde. Vor allem von der GLP, aber auch vom Forum und von der linken Seite wurde es gutgeheissen, dass die Wasserrechnung möglichst nach dem Verursacherprinzip gestaltet wird. Die Stadt Biel gehört nicht zu den ersten, die eine solche Gebühr einführen. Andere Städte sind auch auf diese Lösung gekommen.

Trotzdem sind noch nicht alle StadträtInnen gleich begeistert. Herr Habegger hat für seine Fraktion Zweifel angemeldet. Ich bin jedoch froh, auch von Ihrer Seite zu hören, dass der Handlungsbedarf erkannt wird. Dies ist sicher der erste Schritt zur Sensibilisierung. Es kann auf keinen Fall so weitergemacht werden, da sind wir uns wohl einig. Nun geht es noch darum, zu entscheiden, wie es tatsächlich weitergehen soll und hier sind natürlich verschiedene Auffassungen möglich.

Diese Entscheidung ist ein düsterer Moment für Firmen und für die Wirtschaft, das ist mir und dem Gemeinderat bewusst. Es ist aber auch nicht ein ganz einfacher Moment für einen grossen Teil der Bevölkerung. Der Gemeinderat kann es nicht verantworten, die durch die Sprinkleranlagen verursachten Kosten einseitig auf die Bevölkerung abzuwälzen. Es wäre mir auch lieber gewesen, wenn dieses Geschäft bereits in der letzten Legislatur behandelt worden wäre. Dann wäre das Loch in der Kasse noch kleiner gewesen. Im Moment beträgt das Defizit CHF 3 Mio. und es wächst jeden Tag. Deshalb muss jetzt eine Lösung gefunden werden. Dass dies unpopulär ist, ist wohl allen klar.

Von zwei Sprechern wurde gesagt, dass die im Bericht erwähnte Prämieinsparung von maximal CHF 100'000.- bei der Gebäudeversicherung falsch sei. Der Gemeinderat hat von der gleichen Gebäudeversicherung eine andere Aussage

erhalten zu einem Gebäude, welches mir selber bekannt ist. Hier bestehen nun einfach zwei verschiedene Aussagen. Persönlich finde ich es unglücklich, dass in der Vorlage nicht ein Mittelwert genannt wird, sondern dass ein Maximum erwähnt wird. Dies polarisiert ein Stück weit und hätte umgangen werden können.

Eine Gebührenerhöhung sei nicht sozial, sagt die Fraktion SP. Das stimmt, deshalb soll sie ja möglichst verursachergerecht ausfallen. Es wäre nicht richtig, diese Gebühren einseitig auf die Bevölkerung abzuwälzen.

Herr Despont sprach für die Mehrheit der Fraktion Forum, erwähnte aber auch viele kritische, interessante Punkte. Da er am Schluss sagte, er erwarte keine Antworten, gehe ich nun weiter zu Herrn Arnold, welcher auch verschiedene Punkte eingebracht hat. Wenn ich es richtig verstanden habe, findet er es nicht richtig, dass der Gemeinderat nur zwei Lösungswege vorschlägt. Er stört sich daran, dass der Stadtrat am Schluss für 20% Gebührenerhöhung verantwortlich gemacht wird, falls die Sprinklergebühr abgelehnt würde. Mit diesem Dilemma muss der Stadtrat leben. Immerhin hat er die Wahl. Der Gemeinderat hätte auch selber entscheiden und die privaten Haushalte von sich aus mehr belasten können. Aus der Sicht des Gemeinderates wäre dies aber nicht richtig gewesen. Er wollte dieses Geschäft in den Stadtrat bringen und der Stadtrat soll hier mitentscheiden können, in welche Richtung es gehen soll.

Dann kam die Frage, wo konkret nun grössere Leitungen und Reservoirs benötigt würden. Das Wassernetz wurde vor 60 Jahren für 100'000 EinwohnerInnen geplant. Allerdings wurden gewisse Grundstücke, gerade in den heutigen Industriegebieten, damals nicht erschlossen. Hier musste alles neu gebaut werden. In der Investitionsplanung ist beispielsweise wieder eine Kapazitätserhöhung Wassernetz von CHF 1,2 Mio. enthalten. Dies sind laufende Investitionen, über welche die Stadt gehalten ist, Vorleistungen zu erbringen.

Zum Wassernetz von Nidau: Nidau ist vom heutigen Stadtratsentscheid genau gleich betroffen wie Biel. Was der Stadtrat heute beschliesst, gilt auch für Nidau. Die Stadt Biel übernahm vor ein paar Jahren das Netz von der Gemeinde Nidau. Es war klar, dass dieses Netz nicht in einem topp Zustand war. Für eine mittel- oder langfristige Planung machte es aber Sinn, dieses Netz zu übernehmen. Die Nidauer helfen ungefragt auch mit, für dieses Netz zu zahlen. Auch wenn bei einigen Stadtratsmitgliedern vielleicht ein gewisses Missbehagen vorhanden ist, bin ich froh um einen Entscheid. Der Gemeinderat ist weiterhin sicher, dass seine Vorlage den richtigen Weg weist.

## **Vote**

Vu le rapport du Conseil municipal du 11 septembre 2009 concernant "Adaptation de l'art. 15 du Règlement de l'entreprise municipale non autonome Energie Service Biel/Bienne (Règlement ESB; RDCo 741.1) / Création d'une base pour la taxation des installations d'extinction", et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 5, let. d et l'art. 14, al. 1, let. h du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** avec 43 OUI contre 12 NON et 0 abstention:

1. Le Règlement ESB du 15 mai 2003 est modifié comme suit :

Art. 15 – Eau (nouveau)

<sup>1</sup> ESB perçoit *des propriétaires d'immeubles*, des taxes de raccordement et des contributions uniques pour l'eau d'extinction ainsi que des taxes périodiques de base et d'utilisation, *et des taxes pour les installations d'extinction*. ESB peut également percevoir des contributions de propriétaires fonciers.

<sup>2-5</sup> ..... inchangés

<sup>6</sup> *À l'exception de la taxe pour les installations d'extinction selon art. 7*, les redevances périodiques sont subdivisées en une taxe de base dépendant de la dimension du compteur d'eau et en un prix relatif à la quantité, c'est-à-dire résultant de la consommation mesurée au moyen d'un compteur d'eau.

<sup>7</sup> *Les taxes périodiques pour les installations d'extinction se calculent en fonction de la puissance de débit (m<sup>3</sup>/h).*

2. Ces modifications entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Avant de terminer la séance de ce soir, j'aimerais vous donner une dernière information. Vu l'ordre du jour de demain, j'ai décidé de diminuer les temps de parole pour le point 8 (Budget) de 20% soit: pour les porte-paroles des groupes, huit minutes, pour la Commission de gestion et les membres du Conseil municipal douze minutes, pour les interventions individuelles, quatre minutes. Vous pourrez ainsi vous préparer. Nous gagnerons quelques précieuses minutes dans le cadre des débats de demain. Vous pouvez laisser vos affaires sur les tables. Je vous retrouve demain à 18h00 pour la suite de cette séance. Bonne soirée.

**212. Nouvelles interventions**

- 20090339 Motion urgente Béatrice Sermet-Nicolet / Salome Strobel, Groupe socialiste** **BAU**  
Sécurité des cyclistes et des piétons le long de l'axe nord (Faubourg du Lac)  
Sicherheit der Fahrradfahrer und Fussgänger entlang der Nord-Achse (Seevorstadt)
- 20090340 Motion urgente Alain Nicati, Forum Biel/Bienne** **FIN**  
Planification financière approfondie des années 2011 / 2012  
Ausführliche Finanzplanung für die Jahre 2011 / 2012
- 20090341 Interpellation urgente Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne** **FIN**  
Stades de Bienne **BAU**  
Stades de Bienne
- 20090342 Dringliche Interpellation Thomas Lachat, Fraktion SP** **BAU**  
Konzept Mobilfunkantennen für die Stadt Biel **FIN**  
Concept des antennes de radio mobiles pour Bienne
- 20090343 Motion Barbara Chevallier, Groupe socialiste** **BSK**  
Postes administratifs supplémentaires pour le Département de la protection de la jeunesse et des adultes **PRA / FIN**  
Zusätzliche administrative Stellen zugunsten der Abteilung Erwachsenen- und Jugendschutz
- 20090344 Überparteiliche Motion Heidi Stöckli Schwarzen/ Salome Strobel, SP, Peter Moser, FDP und René Eschmann, SVP** **BAU**  
Langfristige bauliche Lösung für eine sichere Bahnunterführung Madretschstrasse – Mettstrasse  
Solution de construction à long terme pour le sous-voies CFF à la rue de Madretsch / rue de Mâche
- 20090345 Überparteiliches Postulat Martin Wiederkehr, SP, Alain Pichard, GLP, Stefan Kaufmann, Forum Biel/Bienne, Claire Magnin, Verts Bienne** **BSK**  
Bieler Oberstufenmodell  
Modèle biennois pour le cycle secondaire
- 20090346 Postulat Thomas Lachat, Fraktion SP** **BAU**  
Verzögerung Neubau Turnhalle Plänke **FIN/BSK**  
Retards dans la construction de la salle de gymnastique  
Plänke



<b>20090347</b>	<b>Interpellation Hanspeter Habegger, Fraktion SVP plus</b> Alkitreff am Walserplatz Point de rendez-vous des alcooliques à la place Walser	<b>BSK</b> BAU
<b>20090348</b>	<b>Interpellation Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne</b> Concept des espaces publics Freiraumkonzept	<b>BAU</b> BSK/FIN
<b>20090349</b>	<b>Interpellation Daphné Rüfenacht, Fraktion Grüne Biel</b> Berghaus Berghaus	<b>FIN</b>
<b>20090350</b>	<b>Interpellation Muriel Beck Kadima, Fraktion Grüne Biel</b> Sportplatz im Madretschried Place de sport au Ried-de-Madretsch	<b>BAU</b> BSK

***Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.05 heures / Uhr***

---

***Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:***

Olivier Ammann

***La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:***

Regula Klemmer

**Protokoll:**

Katrin Meister

Lilian Stähli

**Procès-verbal:**

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof